

CGT - CFDT
LA GUERRE FROIDE

tribune socialiste

N° 781 — 4 F

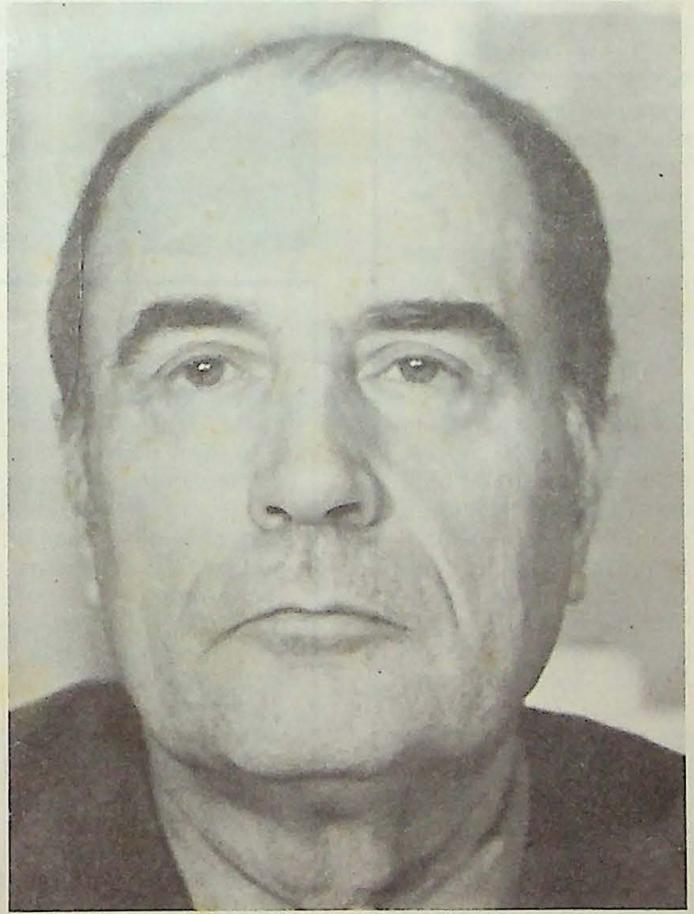
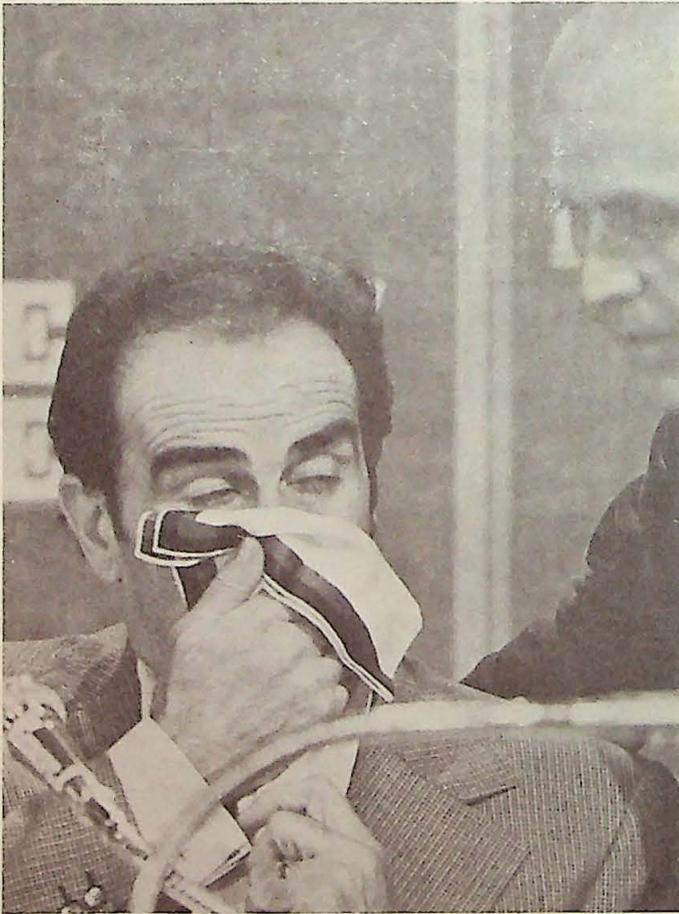
DU 6 AVRIL AU 20 AVRIL 78

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

LA GAUCHE EN MIETTES



communistes : 
la fronde

socialistes :
la succession



L'AFFAIRE HEIDE KEMPE

— « Voyez Police-Secours : quand nous avons reçu Heide Kempe Böttcher, elle avait des brûlures. »

— « Voyez l'Assistance publique : quand nous l'avons laissée à Claude-Bernard, Heide Kempe n'était pas blessée. »

Qui croire ? Les policiers qui ont conduit la jeune femme à l'hôpital ? Les médecins qui l'ont réceptionnée ? De démentis en serments sur l'honneur, de mises au point pète-sec de la préfecture de police aux dénégations indignées de l'A.P., le mystère de la jeune Allemande transportée, dans un état éthylique et dépressif, par un car de police-secours et retrouvée brûlée au 2° et 3° degré quelques heures plus tard, loin de s'éclaircir, s'épaissit.

Heide Kempe a perdu la mémoire de ce qui lui est arrivé. Seul témoin : son corps, atrocement mutilé, dont **Libération** publie la photo. Alors, sauf à admettre qu'elle se soit elle-même mutilée, il faut bien que quelqu'un mente. Quelle que soit la vérité, elle doit être connue.

A NOS LECTEURS

Comme chaque année à pareille époque, Tribune socialiste ne paraîtra pas la semaine prochaine. Le prochain **TS** sortira donc le jeudi 20 avril.

PHOTOS :
p. 6-7 : DR ; p. 8 : photo Abramovici ; p. 11 : photo Maillac ; p. 13 : photo Maillac ; p. 15 : photo Gamma ; p. 17 : photo DR ; p. 18 : photo DR ; p. 20-21 : photo DR ; p. 22 : photo DR ; p. 24 : photos Manuel Joaquim.

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER...

La marée noire a ses bons côtés. Elle permet à peu de frais de ranimer la flamme de la solidarité nationale, l'esprit de service, le sens de la discipline au sein de notre belle jeunesse. Ainsi, dans certain CES parisien, en vue des vacances de Pâques, on cherche à enrégimenter les élèves sous la férule paternelle des professeurs d'éducation physique pour aller éponger le mazout.

La solidarité avec les Bretons, d'accord. Mais pas en rang par deux, au pas de gymnastique. « **La meilleure façon de marcher, c'est encore la nôtre...** » Et c'est l'auto-gestion. ■

UNE AFFAIRE D'HONNEUR

Jeudi 23 mars. Pas un bouton de guêtre ne manque aux uniformes. Pas un fêtu ne traîne dans la cour ; pas une fausse note ne fait dérailler les clairons : au 121° CT de Montargis (rattaché à l'Ecole d'application des transmissions), on honore comme il faut la visite du général des transmissions de l'armée de terre. Flonflons, bla-bla, parade, le décor est briqué, les troupes sont fraîches, le général content.

Des moins contents, ce sont les appelés du 121° CT. Car Bruno Bertholot, mort électrocuté le 30 novembre dernier dans des conditions plus que troubles, lui, manque à l'appel. Et la commission d'enquête civile, constituée à la demande du comité de soldats de l'EAT Montargis et d'une dizaine d'organisation (CGT, CFDT, FO, FEN, PCF, PS, MAN...), n'a toujours pas élucidé les circonstances de l'accident. La visite du général n'est-elle pas l'occasion de rafraîchir les mémoires courtes ? Chez les appelés, on le croit, on le dit, on l'écrit, on le diffuse dans la caserne, on en avise la presse. Et on prévoit les retombées : « **Nous savons très bien, mon général, que cette lettre contribuera plus à déchaîner les foudres de la Sécurité militaire qu'à infléchir vos positions** » conclut la lettre ouverte en forme de tract adressée à l'homme aux étoiles par le comité de soldats.

Et la foudre tombe effectivement : la SM débarque sous les espèces de six inspecteurs qui, après deux jours d'interrogatoire, mettent aux arrêts Dammien, Sorel, Samar, Questtel, Xavier et David. Ce qui d'ailleurs n'empêche pas la parution et la diffusion du bulletin du comité de soldats, « **Lâche-moi les rangs !** ». Un bulletin bien subversif ! Pensez, il ose poser des questions : sur la sécurité, les morts inutiles, les enquêtes qui s'essouffent. ■

AU-DESSUS DES LOIS !

Le 13 mars dernier, le Syndicat de la magistrature rendait publique la plainte en forfaiture qu'il venait de déposer entre les mains du ministère public près de la Haute Cour de justice contre MM. Alain Peyrefitte, Garde des Sceaux et Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur pour acte attentatoire à la Constitution, crime prévu et puni par les articles 114 et 115 du Code pénal.

On se souvient que le 21 novembre 1977, Peyrefitte et Bonnet ont signé une circulaire tendant à légaliser le centre de détention clandestin d'Arenc en confiant au ministre de l'Intérieur le pouvoir d'emprisonner pendant sept jours les étrangers en voie d'expulsion : le tout en violation complète de l'article 34 de la Constitution qui réserve au seul Parlement « **la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables** ».

Peyrefitte, aussi sûr de l'impunité que satisfait de sa science, a d'ores et déjà classé cette affaire en affirmant que la démarche du Syndicat n'était qu'une vile manœuvre électorale. Son procureur général Chavanon s'est empressé de lui emboîter le pas (dépendance du Parquet oblige) en faisant savoir que le ministère public n'était pas compétent pour la mise en accusation des ministres devant la Haute Cour.

Il reste que cette plainte peut ne point rester enterrée. Il suffit qu'un dixième de parlementaires la reprennent à leur compte et demandent que soit déclenché la procédure de mise en accusation devant la Haute Cour. Les députés de gauche s'honoreraient en la reprenant à leur compte.

Car, ce qui est en cause dans cette affaire, c'est moins un problème de bannissement (il s'agirait pourtant d'une mesure de salubrité publique) de Peyrefitte et Bonnet que l'anéantissement d'un texte administratif qui a rétabli le principe de la lettre de cachet. Il est intolérable que des hommes puissent être détenus sans le recours de la loi et en l'absence de contrôle du juge.

La mise en accusation de Peyrefitte et Bonnet permettrait au moins d'ouvrir un débat public sur l'actuelle dégradation de notre état de droit. ■

OFFRE VALABLE

JUSQU'AU
30 AVRIL 1978

En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « TS » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **TS** vous intéresse. Alors abonnez-vous à Tribune socialiste*.

* Voir notre bulletin d'abonnement (page 4).

SPECIAL 1er MAI

A l'occasion du 1^{er} mai **Tribune socialiste** publie un numéro spécial (32 pages, 3 couleurs) qui paraîtra exceptionnellement avec un jour d'avance. D'ores et déjà — et le plus rapidement possible — les commandes doivent être adressées à :

Tribune socialiste
Service diffusion
9, rue Borromée - 75015 Paris
Tél. : 566-45-37, poste 30.

NUMÉUR

Antiparlementarisme primaire

Il y a je ne sais quel petit vent de crise ministérielle qui commence à souffler, et on se dit qu'il ne se passera pas un long temps sans que nous ayons le spectacle d'une de ces journées, toujours curieuses, où les ambitions se montrent dans le Parlement, où les officieux s'agitent, et où le régime parlementaire connaît, pour quelques heures, les intrigues de cour. Comme autrefois, un mot heureux dit au petit lever du roi ou au jeu de la reine, un bon discours, une intervention heureuse, une « perche tendue », que les très habiles, parfois, ne tendent que pour la retirer au bon moment, peuvent suffire pour arriver au pouvoir, conquérir un de ces portefeuilles que tant de députés ambitieux briguent, quitte à se montrer vite las de les avoir obtenus. On prétend d'ailleurs que le cabinet actuel, divisé par de secrets dissentiments, ne demande qu'à être disloqué, chacun de ses membres estimant qu'il fera partie des morceaux qu'on jugera bon pour un nouveau ministère.

Situation originale, les amis de tel ou tel ministre se demandant si ce qu'on espère surtout de leur amitié, ce n'est pas d'avoir l'air hostile !

La crise a failli éclater, il y a deux ou trois jours. La droite a fait patte de velours, mais voyant que ceci ne lui servait plus à grand chose a sorti ses griffes. La séance avait une bonne petite allure de séance tranquille et plate, une de ces séances où l'on écrit des lettres à ses électeurs, tout en ne refusant pas de tailler une petite bavette à la salle des conférences ou

à la buvette avec des amis. C'était un de ces moments où, si les paroles gelaient tout à coup comme dans le voyage de Pantagruel, pour dégeler ensuite et résonner dans le silence, on entendrait des mots d'amour, des noms de femmes, des récits de chasse, je ne sais quoi encore, mais rien ou presque rappelant les sévérités de la politique.

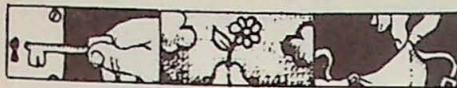
Quand on sauve un cabinet, parfois alors qu'il n'est pas encore noyé tout à fait et se peut encore tirer d'affaire, on se crée une chance de faire partie de la combinaison suivante. On a fait montre de qualité d'homme de gouvernement. On a exercé une certaine autorité sur la chambre en se faisant écouter d'elle. On s'est mêlé à l'aventure ministérielle et on fait, presque forcément partie de ceux qui sont « appelés ». Le sauvetage est une des formes ordinaires des ambitions parlementaires...

Ainsi mon camarade Novus, commentait-il dans *l'illustration* du 8 février 1890, la rentrée du nouveau Parlement...

Tout cela ne nous rajeunit guère. Je me console comme je peux avec la fin du rapport des psychologues qui ont attentivement étudié le cas Empain : « ... La seule séquelle prévisible peut conduire le sujet à transformer profondément sa vision du monde et de la société ».

Dame, quand on est P.-D.G., être séquestré par un fils de P.-D.G., ça doit en fiche un sacré coup...

C.-M. VADROT ■



POUR LA VENTE DE TS

Les articles sur la vente de TS m'ont intéressé. Cependant, j'ai été étonné de ne pas y voir davantage de renseignements sur la façon dont se passent les ventes militantes.

Il me semble intéressant de vous faire part du travail militant réalisé par quelques camarades de la section de Calais à propos de la vente au porte à porte du journal.

Cela demande une demi-heure par semaine. Il s'agit de vendre le journal au porte à porte et de noter l'adresse des gens qui l'ont acheté. Chaque semaine on « prospecte » un nouveau territoire et on repasse chez les clients. Il suffit, après l'achat de quelques numéros de leur demander s'ils le veulent toutes les semaines ou tous les 15 jours ou tous les mois.

On arrive ainsi très vite à vendre une dizaine de numéros aux habitués de son quartier en 15-20 mn. Et quand on a un peu plus de temps on essaye une nouvelle rue. C'est un travail efficace pour la promotion du journal mais c'est aussi un travail important d'implantation sur le quartier (contacts renouvelés et discussions avec nos sympathisants).

Francis GEST ■

ENTRE BRETONS

En accord avec quelques camarades bretons de la Fédération bretonne du PSU, je dois vous faire part de notre étonnement après avoir vu et lu les pages 20 et 21 du TS 779.

La Bretagne est bouffée aux My-

thes, y compris aux mites Lanarche. Nous ignorons qui est ce camarade ou qui cache ce nom.

TS et Lanarche ont ignoré la Plate-forme autogestionnaire bretonne. On illustre Lanarche par une tête de « Tad coz » (d'avant 14) pour « décrire la Bretagne réelle » !

Lanarche récidive avec ses louanges de Guin. « Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours » est présentée comme scientifique. Or c'est une œuvre de polémiste et non d'historien ; elle aurait pu être bien. Mais, hélas ! Il faudrait un bouquin aussi gros que le sien (340 p.) pour signaler toutes les inexactitudes, les erreurs de jugement, les dithyrambes et les omissions. Nous avons déjà trop entendu cette chanson.

Il est grave que TS en fasse les éloges. Alors que Guin travestit le PSU breton « aux mots d'ordres et aux actions héritées de la social-démocratie » (p. 327). Alors qu'il ignore le PSU actuel. Rien sur la création de la Fédération bretonne du PSU ; il en reste au Critique Socialiste-Spécial Bretagne, de 1973. Rien sur l'évolution du PSU Bzh depuis. Rien sur le rôle d'Ar Falz depuis la guerre.

Nous, militants bretons du PSU, ne pouvons admettre que dans l'hebdomadaire de notre Parti, on traite ainsi la question bretonne.

Publier cette lettre est la moindre des honnêtetés.

Un conseil aux militants : si vous voulez être informés sur le problème breton, n'achetez pas le livre de Guin ; envoyez vos 48,00 F à la fédération PSU Bzh. Vous en aurez pour votre argent ! Merci.

Glaoda MILLOUR ■

1) « Qui est ce camarade qui se cache sous ce nom... » Tu parles d'une question ! Comment y répondre ? Je collabore à TS depuis bientôt six ans ; j'y travaille à temps partiel depuis deux mois. Le boulot ne manque pas, ça va, merci. Pour le reste, on s'écrit ou on se téléphone, et dans un autre style si on peut ? Tu dois bien venir à Paris de temps en temps, je vais chez moi en Bretagne régulièrement : on doit finir par se rencontrer.

2) Le livre de Guin. Ben oui, on n'est pas d'accord. Je te fais remarquer que l'article (certes discutable) portait sur cinq ou six ouvrages parus ces derniers mois : tu ne réagis qu'à celui-là (30 lignes du papier sur 230 !). Je continue à penser qu'il y a bien d'autres livres à descendre sur la « question bretonne » et que, précisément, on entend assez peu « cette chanson ». Je ne prétends pas pour autant que c'est la bible.

3) La plate-forme de la fédé bretonne : voir l'encadré dans TS n° 777 p. 10, en pied d'un article sur Morlaix.

4) « Tad Coz » : d'accord. On voulait souligner le contraste entre Bretagne réelle et image d'Epinal. L'effet est loupé : la photo est trop belle.

5) Au lieu de t'énerver, pourquoi ne pas écrire pour TS des articles sur la Bretagne, sur Ar Falz, l'action de la fédé, la « plate-forme » ?

6) Enfin, ce qui est difficilement supportable, c'est le ton inquisiteur de ta lettre, comme ce procès d'intention que je sens mais qui m'échappe.

R.L. ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslihat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 096
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Où va la France ?**

Pour relancer l'action
par **V. Leduc** p. 5
La gauche en miettes
PC : « les bouches s'ouvrent »
PS : petits calculs et grands projets
par **F. Turquan** p. 6-7-8
Assemblée nationale : l'épilogue
du perchoir
par **L. Goldberg** p. 8
DPN : Résolution politique .. p. 9-10

● **Social**

CGT-CFDT : la guerre froide
par **Y. Sparfel** p. 11-12
Sidérurgie : vers les
30 000 licenciements
par **M. Anvers** p. 13
Cazeneuve : c'est pas fini !
par **G. Guise** p. 14

● **Et pourtant elle tourne**

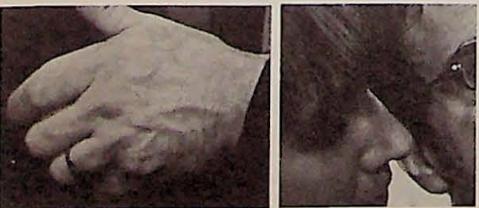
Liban : les Israéliens font-ils usage
de bombes à fragmentation ?
par **Ph. Mariélie** p. 15-16
Algérie : le souffle de la démocratie
de notre correspondant à Alger
P. Raphaël p. 17



Italie : l'imbroglia
par **A. Châtaignier** p. 18
Espagne : II - La bataille syndicale
par **V. Marquez** p. 19

● **Les armes de la critique**

Livres : C'est Jules Verne
qu'on assassine
par **J. Sanchez** p. 20
Un Jules peut en cacher un autre
par **B. Blanc** p. 20
Chronique des années Pompidou
par **R. Lanarche** p. 21
Cinéma : La maladie de la mort
par **F. Gastellier** p. 22



Le cauchemar appartient à tous
par **F. Claire** p. 22
La télé : censure chilienne à Paris
par **Ph. Mariélie** p. 23
Argentine 78 : « Supporters,
si vous saviez » p. 24

Pour relancer l'action

Par **Victor LEDUC**



Comme le fait observer la résolution politique adoptée par la Direction politique nationale du PSU, il serait tout à fait erroné de tirer de la défaite de la gauche la conclusion qu'il faudrait attendre de prochaines échéances pour développer l'action contre la politique de la bourgeoisie.

Un tel attentisme qui a prévalu pendant toute la période pré-électorale, laquelle s'est prolongée pendant plusieurs années, n'est pas l'une des moindres causes des résultats des 12 et 19 mars. L'action commune, si elle n'avait été réduite à quelques journées symboliques, mais était devenue au contraire une pratique constante appliquée à l'ensemble des problèmes posés aux travailleurs, aurait permis de construire une unité que n'auraient pu ruiner des désaccords d'états-majors.

Mais la rigueur de la défaite, traduite en nombre de sièges, ne doit pas faire oublier que près de la moitié des électeurs ont réaffirmé leur volonté de changement et qu'à ceux-ci, il faut ajouter la grande majorité des travailleurs immigrés.

La mobilisation populaire est plus que jamais indispensable après un succès de la droite qui encourage le patronat à accélérer la restructuration industrielle et à multiplier par conséquent les licenciements, à exiger du pouvoir à la fois la liberté des prix et la poursuite de l'austérité. Cette mobilisation est possible à la condition que les travailleurs se rassemblent autour d'objectifs communs. En en rappelant un certain nombre, la DPN n'a fait que reprendre des exigences primordiales et globalement partagées, regroupées sous trois rubriques : la réduction générale du temps de travail et notamment les 35 heures pour tous ; la lutte contre les inégalités sous toutes leurs formes ; la résistance à la restructuration capitaliste.

La création de comités de lutte pour l'emploi et pour le contrôle des investissements, l'organisation avec les syndicats concernés d'une coordination des travailleurs en conflit de longue durée, sont autant de propositions concrètes destinées à favoriser le rassemblement des travailleurs, à trouver de nouvelles formes d'accords pour l'action. Car, quels que soient les problèmes posés par la défaite de la stratégie d'union de la gauche, nul ne peut faire l'économie de l'unité, au plan syndical comme au plan politique, pour la relance et le développement des luttes sociales.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à préconiser dès aujourd'hui la recherche de toutes formes d'accords unitaires à la base et au sommet en vue d'ouvrir la voie à un pacte d'unité d'action avec l'ensemble des organisations ouvrières et populaires. La large union qui vient de se réaliser pour la lutte contre la marée noire est déjà une réponse à ceux qui, au lendemain du 19 mars, jugeaient impossible de tels accords.

Mais, comme les faits viennent de le montrer, les forces traditionnelles du mouvement ouvrier sont incapables de définir et de mettre en œuvre une politique qui fasse triompher le changement. C'est pourquoi nous affirmons que le développement d'une gauche socialiste autogestionnaire, politiquement autonome, est indispensable pour réaliser une nouvelle forme d'unité, un nouveau type d'accord capable d'assurer la victoire des forces populaires.

Les éléments de cette force existent au PSU, au Front autogestionnaire, mais aussi parmi les militants des partis traditionnels de la gauche. Nous poursuivrons notre effort pour les rassembler. ■

où va la France ?

LA GAUCHE EN MIETTES

Parti Communiste : "Les bouches s'ouvrent..."

La fronde que connaît aujourd'hui le P.C.F. remet en cause le dogme de l'infaillibilité du Parti.

DES le lendemain des élections, la direction du PCF a refermé la parenthèse conciliatrice de l'entre-deux tours, que l'accord de désistement du 13 mars avait sanctionné. Après la déclaration faite le 20 mars par le Bureau politique, s'accordant un satisfecit pour avoir « mis en échec » le but de la bourgeoisie (« condamner au déclin » le PCF) et se dégageant de toute responsabilité dans la défaite de la gauche, le rapport de Charles Fiterman reprend les thèmes de la période pré-électorale, dénonce le cours droitier de la politique du PS et impute à ce dernier la paternité de l'échec.

Ce raidissement correspond en partie à la volonté de resserrer les rangs communistes face aux attaques lancées contre leur parti par la majorité du PS ou, sous d'autres formes et avec un contenu différent, par de nombreux militants de la CFDT. Mais la réponse officielle du PCF à ces critiques, monolithique et sans nuances, faisant appel au patriotisme de parti aux dépens de la réflexion militante, remplit également une fonction interne. Elle doit être située par rapport aux remous provoqués par la tactique suivie par la direction communiste du 22 septembre au 12 mars et les fruits amers de cette tactique.

sont exprimés fort largement, dans *Le Monde*, *Politique-Hebdo* et même à la radio sont des militants enracinés dans la vie du parti, souvent dotés de responsabilités ou issus de fonctions responsables, comme Georges Labica, Jean Rony, Raymond Jean ou Gérard Molina.

CETTE contestation présente des nuances, des différences d'orientation souvent importantes. Un courant d'origine althussérienne privilégie le recul de la direction sur les principes révolutionnaires (les vices initiaux de l'alliance de 1972, le « sectarisme sans principes » liés à l'opportunisme) ; un autre privilégie le contraste entre l'évolution démocratique du parti, l'avancée vers la déstalinisation et la ligne sectaire adoptée à l'automne dernier. Mais la critique s'unifie, se rejoignant pour refuser le blanc-seing à la direction dans ses graves responsabilités sur la défaite électorale, et faire remonter l'origine de celle-ci à une conception erronée, et appliquée de façon inconséquente, de l'unité et de la mobilisation populaires limitées au terrain électoral. Sans attaques personnelles, sans remise en cause publique de l'équipe dirigeante, elle n'admet plus le dogme de l'infaillibi-

lité du parti, camouflant celui de l'infaillibilité de la direction. Elle dénonce la contradiction entre l'accord du 13 mars et la rupture du 22 septembre. Elle dégage, en creux, une autre politique et un autre mode d'organisation et de fonctionnement du parti, en réclamant pour l'immédiat une libéralisation des formes d'expression interne permettant un débat collectif de l'ensemble des militants, dégagés de la tutelle stérilisante de la pyramide des responsables.

Des militants traumatisés

Il convient d'apprécier ce courant à sa juste valeur. Il ne s'agit pas d'une lame de fond irrépressible : il ne faut pas minimiser l'emprise de la direction sur la majorité des adhérents, ni même le phénomène de « sectarisation », voire de « stalinisation » qui a atteint depuis septembre de nombreux militants, parmi les plus jeunes et les plus engagés dans un combat social les rendant particulièrement sensibles aux critiques lancées contre le PS sur les problèmes économiques et sociaux. Il ne s'agit pas davantage d'un courant en rupture avec le parti : l'engagement personnel et collectif des militants « oppositionnels » n'est pas remis en cause. Mais ces militants se font l'écho des préoccupations de bon nombre d'adhérents traumatisés par le revirement de leur parti et choqués par la défaite, tout en dépassant dans l'expression politique et théorique le niveau parfois élémentaire de ces préoccupations. L'absence d'une réaction de rejet de la base à leur égard témoigne de cette rencontre entre une réflexion critique structurée et des réactions émotionnelles diffuses. C'est pourquoi l'actuel mouvement de contestation laissera des traces, même s'il ne débouche pas, comme c'est in-

Un large débat ?

Comme en 1956 ?

Il faut remonter à 1956, à la crise déclenchée par le rapport Krouchtchev sur les « crimes de Staline » et l'écrasement de la révolte hongroise par les chars russes pour constater une contestation interne d'une ampleur comparable.

Les deux phénomènes ne peuvent pourtant pas être comparés. La critique s'est portée du « modèle » soviétique au fonctionnement interne et à la politique nationale du parti. Elle s'est déplacée du terrain idéologique et sentimental au terrain directement politique. Elle concerne toujours, au premier chef, les intellectuels, enseignants ou étudiants. Mais ceux qui se

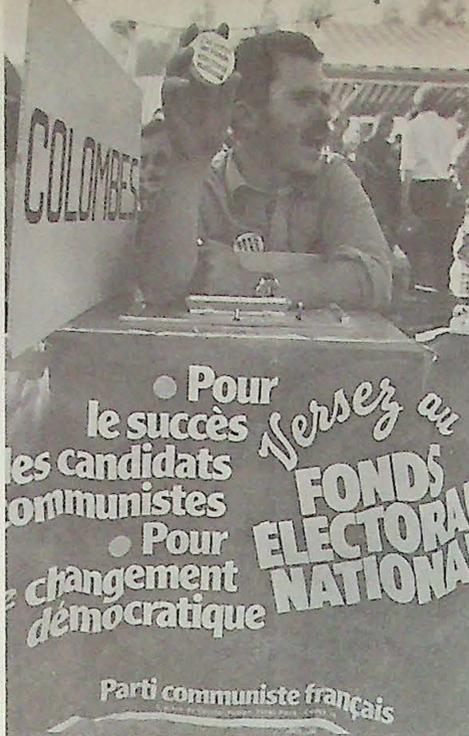


finement probable, sur une crise à l'intérieur du PCF.

QUELLE sera la réponse du secrétaire et du Bureau politique à ces critiques et à ces revendications ? Si l'on peut en prévoir à l'avance les grandes lignes, son contenu exact et sa portée dépendront des débats en cours dans ces organismes, où existent sans nul doute des nuances, voire des divergences, quant aux buts et aux moyens de la politique suivie.

L'ampleur de la contestation et le « libéralisme raisonné » de la direction excluent le recours brutal à l'exclusion, comme l'a d'ores et déjà affirmé Georges Marchais. Mais d'autres formes d'isolement des opposants et d'enterrement de la discussion existent. Elles peuvent être employées sans risque, moyennant certaines concessions sur le mode du déroulement du débat interne et une initiative spectaculaire de révision doctrinale sans grands effets pratiques. Les concessions seront limitées : la demande de « tribunes libres » régulières faite par la majorité du comité de rédaction de *France-Nouvelle* a été repoussée. La direction du PCF peut avoir intérêt à laisser les critiques s'exprimer librement dans la presse extérieure, cette pratique étant toujours considérée comme suspecte par une majorité de militants. Quant au « coup » de la révision doctrinale, on peut raisonnablement prévoir qu'il concernera le principe du centralisme démocratique, abandonné en droit mais non en fait, ouvrant la voie à l'assouplissement du mode de préparation et de déroulement des congrès sans remettre en cause le fonctionnement régulier du parti et la domination de l'appareil. Cette révision était déjà préparée par la direction et des ballons d'essai ont été lancés dès avant les élections.

Il est peu probable que ces ouvertures, surtout formelles, désamorcent la critique interne. Celle-ci attend une réponse plus globale à leurs questions sur l'organisation du parti et surtout à leur inter-



Militants communistes : le traumatisme de la défaite.

rogation sur sa politique. Ce dernier point sera déterminant.

L'orientation actuelle de la direction du PCF prolonge sa politique des derniers mois, centrée sur le renforcement du parti et l'activisme militant. Le PCF continue à s'affirmer comme le meilleur défenseur de la classe ouvrière, et poursuit sa recherche d'une meilleure insertion sur les terrains de lutte jadis négligés par lui : l'écologie, les luttes urbaines, les droits des femmes. Le populisme social prend le pas sur la perspective d'alliance de classes traditionnelle.

C'est sur la volonté aujourd'hui peu évidente de la direction du PCF à relier ces objectifs à la définition d'une réelle politique unitaire qu'elle sera jugée par ses militants les plus critiques, comme par tous les courants du mouvement ouvrier attachés à l'unité et à la mobilisation populaires. C'est de sa réponse à cette question primordiale que dépendront l'évolution et l'avenir de ce courant communiste critique qui commence à se dessiner.

François TURQUAN ■

modernisation du capitalisme français et dont le rôle historique a pris fin avec l'échec de la rénovation ménédiste. En ce qui concerne le courant radical de gauche, son orientation future n'a plus qu'un seul enjeu qui ne soit négligeable, la *Dépêche de Toulouse*...

Au sein du Parti socialiste, les grandes manœuvres ont commencé. La situation créée par la défaite électorale, doublement ressentie par les socialistes, ouvre la voie à des thèmes nouveaux d'orientation et à une multiplication de calculs internes. Ces derniers concernant au premier chef, évidemment, la succession de François Mitterrand, question décisive dans un parti fonctionnant sur un mode présidentiel. Il est probable que le premier secrétaire du PS conservera ses fonctions, au moins jusqu'en 1981, et continuera à jouer aux prochaines présidentielles ce rôle de « Poulidor socialiste » qui lui sied à ravir, ses dauphins ayant tout intérêt à éviter de porter le poids d'un échec vraisemblable face à Giscard. Mais ses successeurs possibles commencent à se préparer : la campagne menée par et autour de Michel Rocard, celle plus discrète de Pierre Mauroy en témoignent.

Hormis au CERES, dirigeants et idéologues socialistes tirent la même leçon des élections, avec soulagement pour certains. Il s'agit de ne plus enfermer leur Parti dans le carcan d'une alliance stratégique et programmatique qui, par sa rigidité et son caractère exclusif, a, d'après eux, créé les conditions de la défaite. Même si le maintien de certaines formes de coopération unitaire et, surtout, des accords électoraux, est prévisible, l'idée du programme gouvernemental commun est donc enterrée, sans doute à long terme, et l'autonomie du PS devient le mot-clef, avec son corollaire : la priorité accordée, pour une longue période, au renforcement de l'organisation.

C'est sur le contenu de cette politique que se développe le débat dans la majorité du PS. Pierre Mauroy a parlé d'une intervention plus forte dans les entreprises et d'une certaine décentralisation de l'action. Michel Rocard, et certains militants qui lui sont proches, ouvrent une perspective aussi vaste qu'ambiguë, celle du renouvellement de la démarche des Assises du Socialisme de 1974. Il s'agit de redonner au PS son caractère et ses potentialités de « *Parti attrape-tout* », en partie effacés en 1976-77 par un rôle traditionnel de machine politique, voire politicienne. D'où les clins d'œil à l'écologie, l'accent mis sur les luttes qualitatives de remise en cause des « modèles de pouvoir », le retour à une phraséologie « auto-gestionnaire » qui montrent la volonté de renouer avec certains secteurs de la CFDT déçus par l'évolution du PS, et de tisser des liens entre celui-

Parti socialiste : Petits calculs et grands projets

Déjà les dauphins de François Mitterrand préparent sa succession.

Les remous suscités dans les partis de l'ex « gauche unie » par la déconvenue électorale se développent.

Comme c'était prévisible, le Mouvement des Radicaux de Gauche a subi de plein fouet l'échec du 19 mars. Quel que soit l'avenir — de toutes

façons limité —, de cette formation, divisée entre la tentation du ralliement à l'UDF et la tendance à l'intégration au PS, les élections ont permis de constater le décès du vieux courant radical, dont la base sociale et économique s'est effondrée avec la

ci et les différents mouvements qui se développent depuis plusieurs années, dans les nouvelles couches salariales, notamment sur les terrains délaissés par la gauche traditionnelle.

Ce projet ambitieux de restauration de l'influence syndicale du PS et de pénétration du mouvement social par la périphérie est présenté avec suffisamment d'habileté pour escamoter l'absence d'une perspective de transformation de l'Etat et son étrange articulation avec une politique économique profondément modérée, qui limite les références de structure et refuse de s'attaquer aux lois du marché. Il donne un supplément d'âme à la vieille sauce possibiliste et présente l'avantage de marquer les divergences avec le PCF dans les domaines où les tendances centralistes et productivistes de celui-ci le desservent le plus.

En revanche, il n'est pas sûr qu'il soit assimilable par le « PS profond » de l'appareil et des notables ; son développement peut provoquer des reclassements, voire des renversements d'alliances dans la tendance majoritaire, et même au-delà.

Face à cette conjugaison du « vira-



Militants socialistes :
le découragement.

ge à droite » sur le plan économique et de l'interventionnisme tous azimuts sur le terrain social, le CERES demeure marqué par ses erreurs passées d'analyses et de comportement. Tout en formulant des critiques valables sur le comportement de la direction du PS en 1975-77 et en dénonçant fort justement l'utilisation de la défaite par des tendances droitières, il demeure figé dans une attitude défensive crispée. En ressassant le mythe d'une « bonne Union de la gauche » telle qu'elle aurait été pratiquée jusqu'en 1975, en s'accrochant au Programme commun sans en admettre les contradictions fondamentales, il se prive des moyens de la contre-attaque face aux risques d'évolution du PS, alors que l'insuffisance de sa critique de la stratégie du PCF le desservit auprès de militants choqués par la politique de leurs partenaires. Il risque ainsi de reproduire, à son propre compte, le phénomène de repli sur soi, d'autonomisation complète qui marque le PS, voire de l'aggraver en freinant ainsi, à l'encontre de ses propres intentions, à un déblocage de la situation à gauche.

F.T. ■

Assemblée nationale : L'épilogue du perchoir

L'élection de Jacques Chaban-Delmas au "perchoir" parachève la victoire politique de Valéry Giscard d'Estaing sur Jacques Chirac.

L'élection de Jacques Chaban-Delmas, soutenu en sous-main par l'Elysée, à la présidence de l'Assemblée nationale, n'est sans doute qu'un épisode. Il y en aura d'autres. La sourde lutte que se livrent les deux fractions de la droite demeurera pour longtemps encore une donnée permanente de la vie politique. Cependant, ce premier échec de Chirac, qui avait imprudemment soutenu Edgar Faure, n'est pas sans signification.

N'oublions pas que de nombreux observateurs donnaient Chirac gagnant à 10 contre 1 dans la plupart des cas de figure. Que la gauche l'emporte, disait-on, et Chirac se retrouverait par la force des choses leader de l'opposition, c'est-à-dire seul capable de mener la bataille contre la gauche. Que la gauche perde et il serait encore maître du jeu, avec un groupe parlementaire dominant la droite. C'est ce que l'on nous expliquait ici et là.

Or les faits, comme toujours, ne confirment guère ces pronostics. Non seulement Giscard apparaît comme le vainqueur politique des élections, mais le rapport des forces au Parlement est plus équilibré que prévu entre l'UDF et le RPR.

Soit, dira-t-on. Et alors ? En quoi sommes-nous concernés par ces rivalités, ces conflits d'intérêts ? Que nous importent ces petits jeux de la politique politicienne ?

Les rivalités et les manœuvres, petites et grandes, ne nous intéressent guère en tant que telles, c'est vrai. Mais leurs enjeux réels ne sont pas indifférents.

Par Giscard et Chirac interposés ce sont deux fractions antagonistes de la bourgeoisie qui se livrent une guerre sans merci. L'une veut préserver l'industrie française mal armée contre la concurrence internationale, et s'appuyer sur la petite bourgeoisie traditionnelle : c'est Chirac. L'autre au contraire veut une adaptation à la division internationale du travail et recherche un certain consensus du côté des couches moyennes salariales : c'est Giscard.

Schématisme ? Oui, sans doute. Les choses sont plus compliquées que cela. Mais dans les grandes lignes ce schéma rend à peu près compte de la réalité.

Le plan Barre et l'« ouverture » ne sont-ils pas les deux volets de la politique giscardienne ? Le plan Barre parce qu'il entame un processus de liquidation des branches « non rentables » au profit des secteurs à forte concentration de capitaux. Et l'« ouverture » parce qu'elle préfigure l'alliance tant espérée avec les couches techniciennes.

On comprend dès lors pourquoi Giscard s'est lancé, avant les élections, dans une politique impopulaire d'austérité : il s'agissait avant l'épreuve décisive, de renforcer son propre camp sur le terrain décisif : celui de l'économie.

On comprend aussi pourquoi Raymond Barre est reconduit dans ses fonctions et pourquoi sa politique ne sera pas substantiellement modifiée. La politique Barre c'est le volet droit de la stratégie giscardienne : elle est destinée à consolider l'hégémonie de la fraction déjà dominante de la bourgeoisie.

Chirac ne pourra guère s'y opposer ; y a-t-il d'ailleurs réussi jusqu'à présent ?

Quant au volet « gauche » de cette stratégie, l'« ouverture », elle n'existe à l'heure actuelle qu'à l'état d'intentions. Mais il n'est pas sans intérêt de constater que Chaban-Delmas, l'homme de la « nouvelle société » et de la « politique contractuelle », fasse aujourd'hui figure d'allié virtuel du « libéralisme avancé ».

Le courant « populiste-autoritaire » de Chirac va mener dans les prochains mois une guérilla de harcèlement contre la montée du « libéralisme avancé ». Mais on peut d'ores et déjà se demander s'il n'a pas son avenir derrière lui. Et si, à terme, la droite ne va pas se réunifier de nouveau, mais cette fois à son détriment.

La période actuelle, d'équilibre instable entre quatre forces politiques d'importance sensiblement équivalentes, ne serait alors qu'une phase de transition vers de nouvelles formes de domination plus proches du « modèle » allemand que du bonapartisme.

Léo GOLDBERG ■

PSU : DIRECTION POLITIQUE NATIONALE

1^{er} - 2 avril 1978

Résolution politique

Gauche : Les raisons d'un échec

Même si l'écart en voix est faible, la gauche vient d'enregistrer une lourde défaite. Elle est lourde surtout par rapport aux espoirs qu'une victoire possible avait suscités. Des millions de travailleurs attendaient d'un changement politique une issue à l'impasse dans laquelle ils se trouvaient. « Rien ne peut plus empêcher une victoire de la gauche, si ce n'est la gauche elle-même » disait le P.S.U. au lendemain des élections municipales. Les partis de l'Union de la gauche portent l'entière responsabilité de cette situation. Collectivement d'abord, pour s'être enlisés dans des affrontements qui n'ont été qu'une caricature de débat. Pris séparément, chacun des deux principaux partis a contribué à la défaite.

Le Parti communiste, pour avoir préféré un rééquilibrage en sa faveur au maintien de la coalition unitaire, pour avoir montré que son souci principal était de défendre sa propre organisation, souci qu'il a fait passer avant les satisfactions que les travailleurs auraient pu obtenir d'un gouvernement de gauche, et par la manière agressive dont il a mené le débat.

Le Parti socialiste, par ses hésitations à répondre clairement aux principales revendications des travailleurs, ses tentations non dissimulées de s'engager dans une politique de gestion de la crise.

Chacun à sa manière les deux partis ont montré leur impuissance à définir une politique permettant un changement en faveur des travailleurs.

Aujourd'hui une crise très profonde des conceptions et des modes d'action des partis traditionnels de la gauche est ouverte. De nombreux travailleurs, des militants s'interrogent sur l'orientation politique de ces organisations,

sur leur fonctionnement interne et sur les finalités qui en découlent.

Le P.S.U. estime que ces interrogations sont fécondes. Un large débat doit s'ouvrir sur la manière de construire l'unité des travailleurs, sur la nature et le contenu d'un programme anticapitaliste, sur le type de société à construire.

La cause de la défaite de la gauche c'est :

- l'absence d'unité réelle organisée dans les entreprises et les quartiers faite prioritairement pour l'action. A cette unité on a substitué des accords puis des désaccords d'états-majors à des fins purement électorales ;

- le compromis entre deux variantes plus ou moins « avancées » du réformisme sur tous les plans : économique, institutionnel, international, — compromis d'autant plus boiteux que la maturation de la crise obligeait à choisir entre gestion du système et rupture avec celui-ci ;

- l'incapacité à saisir la nature de la crise de société qui est au bout du compte une crise de rapports de pouvoir, et à mobiliser celles et ceux qui ressentent le plus directement la nécessité de changer les rapports dans tous les aspects de la vie.

De ce triple échec la gauche ne doit pas tirer des conclusions erronées car un fait demeure : près de la moitié des électeurs se sont prononcés pour le changement de leur condition de vie. C'est en s'appuyant sur cette réalité qu'il faut développer la mobilisation des travailleurs face à l'offensive de la bourgeoisie.

Le patronat reprend l'initiative

La victoire de la droite permet au patronat de reprendre l'initiative. Elle l'autorise à envisager la poursuite et

l'approfondissement de la politique dans laquelle elle est engagée depuis plusieurs années. Il s'agit, pour la fraction dominante du patronat, de mener à son terme l'adaptation de l'économie à une nouvelle division internationale du travail en concentrant ses capitaux dans des secteurs à haute technologie et en éliminant les branches « non rentables » à forte concentration de main d'œuvre. Cette politique conduit inévitablement à de nouveaux licenciements et au maintien d'un taux important de chômage.

Le second volet de cette politique est la volonté de reconstituer les taux de profit par la « liberté » c'est-à-dire la hausse des prix et en pesant sur le niveau des salaires — notamment par le recours généralisé à des travailleurs hors-statut, intérimaires ; etc. L'austérité va donc se poursuivre.

Il ne faut pas se le cacher : une capacité affaiblie de riposte du mouvement ouvrier conduirait à une nouvelle détérioration de la situation des travailleurs.

L'objectif immédiat du patronat est le maintien de la pression sur les salaires et l'obtention de la liberté des prix en le monnayant, si nécessaire, par des concessions sur les bas salaires et la durée du travail.

Les possibilités de concessions patronales limitées se conjuguent avec la volonté du pouvoir qui est de neutraliser le profond mécontentement populaire manifesté depuis des années et l'expression de ce mécontentement par les organisations ouvrières, politiques et syndicales. C'est ce que manifeste « l'ouverture » de Giscard d'Estaing qui ne modifie pas la nature de sa politique économique et sociale.

Seule l'action...

Face à ces problèmes aucun changement ne peut intervenir sans mobilisation populaire. Aussi l'action doit-elle reprendre prioritairement :

- pour une réduction générale du

temps de travail, seule solution permettant de créer des emplois et de changer les conditions de travail :

— par la semaine de 35 heures pour tous ;

— par la 5^e semaine de congés payés et l'avancement de l'âge de la retraite et la transformation des formes de pré-retraite ;

— par la création d'emplois dans les régions plus particulièrement touchées par la crise ;

— par la relance des activités et des investissements dans les secteurs menacés ;

— en mettant fin à la privatisation et à l'abandon des services publics.

● contre les inégalités sous toutes ses formes : fiscalité, logement.

● contre la surexploitation des femmes, des jeunes, des immigrés.

● pour le contrôle ouvrier dans les entreprises sur les conditions de travail, la sécurité, les objectifs de production et la formation des prix ;

● pour résister à la restructuration capitaliste :

— en continuant à populariser et à coordonner les conflits pour la défense de l'emploi et la possibilité de vivre au pays ;

— en intervenant pour le contrôle de la politique d'investissement : leur montant, leur localisation, leur affectation ;

— en satisfaisant les besoins fondamentaux des travailleurs : santé, cadre de vie, écologie, culture, information ;

— en privilégiant l'intervention des collectivités locales ;

— en rejetant « le tout nucléaire » pour une autre croissance et une autre politique de l'énergie.

Pour atteindre ces objectifs, pour organiser de façon générale la résistance des travailleurs contre la politique d'austérité, la recherche de l'unité d'action de toutes les forces populaires est nécessaire. Il s'agit de proposer sur chaque terrain d'action les moyens de la définition en commun des objectifs, et de la mise en œuvre collective de la lutte. Il s'agit de rechercher toutes les formes d'accords unitaires à la base et au sommet et d'ouvrir ainsi la voie à un pacte d'unité d'action réunissant l'ensemble des organisations ouvrières et populaires, politiques et syndicales, et créant les conditions d'une large mobilisation des travailleurs.

Dans cet esprit, le P.S.U. propose :

1. la création dans chaque localité de comités de lutte pour l'emploi, regroupant les délégués des entreprises, des comités de chômeurs, des municipalités qui acceptent d'y participer, ainsi que des représentants des partis, organisations syndicales, associations, etc. qui en feront la demande (structures d'intervention et d'action).

2. l'action et le regroupement pour le contrôle des investissements s'effectuant avec le concours des organisations populaires écologistes, de consommateurs, etc. contre les opérations nuisibles (centrale nucléaire, grand ca-

nal, etc.), contre les restructurations imposées par les trusts, pour une politique de création d'emplois.

3. la mise sur pied avec ceux qui le souhaitent, en proposant aux centrales syndicales et à leurs fédérations correspondantes une représentation permanente, d'une coordination des travailleurs en conflit de longue durée.

Les trois gauches

Toutes ces propositions doivent permettre aux trois courants de la gauche : le courant social-démocrate qui s'exprime au sein du Parti socialiste, le courant communiste centraliste et autoritaire exprimé par le PCF, le courant autogestionnaire, à la constitution duquel contribuent le P.S.U., le Front autogestionnaire mais aussi de nombreux militants des partis traditionnels de la gauche, de trouver un terrain commun de rencontre, de débat et d'action. A court terme, aujourd'hui dans les luttes, à moyen terme, demain par la recherche d'une nouvelle forme d'unité, d'un nouveau type d'accord dont le contenu, dont l'étendue, le mode d'élaboration seront à débattre par l'ensemble des travailleurs et des travailleuses pour créer les conditions d'une victoire des forces populaires.

Pour réaliser un tel accord, le renforcement de la gauche socialiste autogestionnaire, l'affirmation de son autonomie politique par rapport aux deux autres courants sont indispensables. Celle-ci a besoin d'un moyen de débat et d'action de masse cohérent avec une telle stratégie. Le Front autogestionnaire, tel qu'il a été ébauché avec le concours notamment du P.S.U., constitue une première approche de ce moyen :

— il a permis, dans de nombreuses localités, la constitution de collectifs larges sous des formes diversifiées en fonction de chaque situation, avec des militants représentatifs de la plupart des secteurs de luttes anticapitalistes ;

— il a manifesté dans les élections législatives le seul courant à la fois critique et constructif à l'égard de l'ensemble de la gauche rejetant à la fois l'apolitisme égoïste et les impasses de l'extrême gauche.

Le Front autogestionnaire ne saurait donc se limiter au regroupement qui a été opéré avant les élections législatives. Il a vocation à devenir le lieu de rassemblement pour le débat et l'action du plus grand nombre possible de militants et d'organisations qui se réfèrent à une pratique et à un objectif autogestionnaires (y compris les organisations autogestionnaires non membres du Front). Il n'est pas envisageable de déterminer aujourd'hui le rythme, les formes et le contenu d'un tel rassemblement. Mais en tout état de

cause il devra répondre à l'exigence actuelle d'une pratique politique différente.

Front autogestionnaire Quel avenir ?

La direction politique nationale du P.S.U. propose aux organisations et aux militants du Front autogestionnaire une discussion sur les tâches qui dans un proche avenir pourraient être les suivantes :

● développement et création de collectifs de base en se fixant pour priorité de répondre à l'attente que les militants syndicalistes expriment à l'égard du rassemblement des autogestionnaires ;

● développement du débat sur le bilan de l'intervention du Front autogestionnaire, sur ses perspectives d'action et notamment sur l'articulation qui doit intervenir entre la lutte pour le contrôle ouvrier et le contrôle populaire dans et hors la production.

● Ainsi que l'a proposé le Comité d'appel du Front autogestionnaire la réunion au printemps de représentants de l'ensemble des collectifs autogestionnaires.

Cette réunion à laquelle la D.P.N. souhaite que puissent participer les groupements sociaux et culturels, que soient associés les militants politiques, syndicaux, autogestionnaires qui le désirent :

— fera un bilan de la pratique et de la réflexion dans le Front autogestionnaire ;

— examinera les modalités de la tenue d'une « rencontre pour l'autogestion » à l'automne ;

— de désigner un collectif provisoire de coordination qui devrait avoir pour mission de préparer cette « rencontre », d'assurer la diffusion, la circulation des pratiques, des expériences et des réflexions développées localement, ainsi que la liaison entre les groupes (par ex. par la création d'un bulletin).

Toute avancée dans la structuration du Front autogestionnaire doit dépendre à la fois du résultat de ces premières propositions, de leurs prises en charge réelles par les collectifs de base et des volontés exprimées par ceux-ci.

Pendant cette période, le Front autogestionnaire pourra prendre des initiatives publiques sur des problèmes exigeant une prise de position nationale prolongeant l'activité des collectifs locaux.

La D.P.N. souligne également que la réussite de ce travail dépend pour une large part des efforts que le P.S.U. lui-même déploiera pour se renforcer, se transformer, faire connaître ses propositions, jouer tout son rôle dans les luttes anticapitalistes.

CGT - CFDT : la guerre froide

Au sein des deux centrales syndicales, la tendance est au repli sur soi. Entre elles, la polémique devient âpre.

Au nom du bureau confédéral de la CGT, pendant que se déroulaient les travaux du comité confédéral national (CCN), Georges Séguy écrit vendredi dernier à Edmond Maire pour protester contre les propos tenus par ce dernier après le second tour des élections législatives. La CFDT accusait « le PCF d'avoir brisé la dynamique unitaire, en utilisant la CGT comme porte-voix, depuis la rupture entre les partis de gauche... ».

Georges Séguy dans sa lettre esti-

me que de telles « accusations sont inacceptables », réaffirme que la CGT avait « décidé de soutenir, dès 1972 et en pleine indépendance, l'Union de la gauche sur la base du Programme commun » et analyse les arguments de la CFDT « comme une tentative de distendre les liens unitaires ». Or, ajoute la CGT, « les responsabilités qui nous incombent mutuellement, dans la nouvelle conjoncture résultant des élections, doivent nous conduire à trouver le chemin du renforcement

Georges Séguy et Edmond Maire :
des changements importants dans la conception de l'unité d'action.



de l'unité d'action... Si nous voulons imposer des négociations et des compromis acceptables aux différents niveaux, il nous faut tout à la fois créer le rapport de forces suffisant et présenter le front syndical le plus cohérent possible du point de vue des objectifs revendicatifs ».

La CFDT confirme

La CGT a officiellement adopté un ton modéré et insisté sur l'unité d'action pour riposter aux critiques d'Edmond Maire. Il n'en a pas été de même dans la réponse que celui-ci a fait connaître lundi. Après avoir réaffirmé que les jugements de la CFDT ne datent pas du lendemain des élections, mais du mois de février, il déclare : « je ne peux que te confirmer l'opinion de notre bureau national suivant laquelle la CGT s'est faite le porte-voix du PCF au cours de la dernière période ; la CGT a suivi en même temps une politique d'échec ». Les dirigeants cédétistes démontrent ainsi leur volonté de poursuivre leur offensive non pas contre l'unité d'action, mais sur les responsabilités du PCF et de la CGT dans l'échec de la gauche.

Ils réfutent par ailleurs les accusations de réformisme que Georges Séguy formulait, dans son rapport devant le CCN de la CGT, à leur égard, en ces termes : « nous sommes amenés à nous interroger sur la question de savoir si cette propension de la CFDT, à s'éloigner de l'unité d'action (1) avec la CGT n'est pas liée à des intentions de reconversion stratégique qui, sous couvert de réalisme, se rapprocherait du réformisme que côtoie la CFDT au sein du mouvement syndical d'Europe occidentale ».

Cette allusion au rôle joué par la CFDT au sein de la confédération européenne des syndicats (C.E.S.) (qui regroupe des centrales comme la DGB allemande, les trade-unions britanniques mais aussi la CGIL italienne) est prononcée à quelques jours du congrès de la Fédération syndicale mondiale qui aura lieu à Prague ; mais aussi au moment où avec la C.E.S., la CFDT participe le 5 avril, à une journée européenne des syndicats (trente-huit en tout) sur l'emploi...

Après avoir rappelé le désarroi et l'amertume de ceux qui « avaient élaboré par anticipation une stratégie politique et syndicale fondée sur un raz de marée électoral en faveur de la gauche non communiste », les visites de Carter et Brandt à Mitterrand, les critiques de Rocard sur le Programme commun, l'irruption de Mendès-France pour « prôner l'austérité pour les pauvres », Georges Séguy, emboîtant le pas aux analyses du PCF, concluait : « autant de faits qui accréditent l'idée de la mise au point, concertée à l'échelle nationale, européenne et internationale, d'un

dispositif de récupération pour une autre alternative que l'application du Programme commun au cas où la droite n'aurait pas réussi à l'emporter ». Ces propos sont qualifiés dans la réponse d'Edmond Maire comme un « nouvel accès de dogmatisme ».

Comment s'unir ?

Malgré cette violente réaction la CFDT accepte, comme Georges Séguy l'a souhaité, qu'une rencontre ait lieu « pour confronter les analyses et les politiques d'action ». E. Maire exclut d'avance qu'elle débouche sur une journée interprofessionnelle d'action. Ce garde-fou préalable indique clairement la volonté de la CFDT de ne pas pratiquer l'unité d'action avec la CGT à un niveau national mais « dans la mesure où, effectivement, les deux organisations poursuivent les mêmes objectifs d'action ». Cette appréciation restrictive n'est pas qu'une nuance. Elle indique un changement important de la conception de l'unité d'action avec la CGT.

En attaquant de front l'appui donné par la CGT au PCF et en développant parallèlement une stratégie d'actions articulées avec pour souci essentiel d'obtenir des résultats négociés, la CFDT veut prendre ses distances. On peut distinguer plusieurs raisons à cette attitude.

Le chapeau de l'échec

La première consiste, en faisant porter de façon plus nette qu'au PS, le chapeau de l'échec de la gauche au PCF et à la CGT, à isoler quelque peu ceux-ci dans les mois à venir. La CFDT dispose pour cela d'un atout : elle a jusqu'à la dernière heure fait des propositions unitaires pouvant servir de compromis et refusé de rentrer dans le jeu de la polémique de la gauche.

De plus, tactiquement, à l'intérieur de la CFDT, ce déplacement de l'offensive idéologique contre le PCF a toutes les chances de rencontrer un consensus assez large. Il gênera bien entendu, les partisans d'une unité d'action solide avec la CGT et les militants de la CFDT qui étaient partisans des thèses du CÉRES et proches du Programme commun.

La seconde se situe à plus long terme et concerne la future stratégie syndicale de la CFDT. Celle-ci dispose en effet d'une plate-forme d'objectifs revendicatifs et de transformations qui est plus qu'un programme syndical, mais moins qu'un programme politique, et ne collera pas facilement à l'action qu'il sera possible d'impulser dans les quelques mois à venir. Le ton sera à la défensive et les objectifs à long terme (le pouvoir aux travailleurs, le contrôle ouvrier institu-

tionnalisé) céderont le pas à la nécessité de maintenir les effectifs d'adhérents, de gagner des voix aux élections professionnelles en obtenant un minimum de résultats concrets, tant sur l'emploi que sur les salaires.

La CFDT, consciente tout au long de la période du plan Barre des difficultés de faire céder le gouvernement et le patronat frontalement, veut « articuler » l'action, quitte à se contenter de victoires partielles. Ce souci d'occuper le terrain en termes syndicaux suppose, dans le cadre du renforcement de la CFDT, de surmonter la concurrence de la négociatrice FO, mais aussi de la CGT qui depuis des mois avait redonné la priorité à l'action syndicale dans l'entreprise, ne craignant pas à cet égard de mener des actions plus limitées que ne le souhaitaient les sections CFDT.

Ricochets politiques

Ces raisons ne sont, bien entendu, pas exemptes de sous-entendus politiques, en particulier au sein du PS. On peut les mettre en corrélation avec le discours de Michel Rocard sur la nécessité de privilégier le qualitatif sur le quantitatif, la décentralisation sur le centralisme, qui aura, à n'en pas douter, un écho amplifié par le discours giscardien et le souci du patronat de désamorcer à temps une éventuelle confrontation sociale.

De là à dire que les dirigeants de la CFDT sont tous et totalement partisans d'un consensus social en faveur d'une restructuration capitaliste négociée aux moindres frais pour la classe ouvrière, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Mais manifestement, les difficultés de créer des rapports de forces susceptibles de faire plier le patronat encouragent certains à se risquer dans une stratégie de ce type, avec tous les ricochets politiques qu'elle pourrait avoir, et la collaboration de classe qu'elle nécessitera.

La CGT à cœur ouvert

Pour sa part, la CGT, en mettant en garde la CFDT contre le réformisme, ne prêche donc pas totalement dans le désert. Mais elle va, elle aussi, être contrainte à la défensive, comme en témoignent les derniers résultats aux élections professionnelles, où, avec la CFDT dans certains cas, elle cède du terrain à FO. L'appel à la cohésion que formulait Georges Séguy lors du CCN va dans ce sens. Constatant que certains vont miser sur l'affaiblissement de la CGT, « soit pour réaliser leurs desseins politiques réactionnaires, soit pour concrétiser leurs ambitions partisanses, soit, pour tenter de se renforcer à nos dépens », il appelle la CGT à être plus ferme sur ses orientations de

principe et moins sectaire dans leur affirmation.

Ce souci d'ouverture se retrouve dans le fait qu'il recommande aux militants et dirigeants de ne pas manifester d'intolérance ou de ressentiment vis-à-vis de ceux (en particulier les membres du PS) qui avaient exprimé leur désaccord avec les décisions confédérales lors de la polémique PC-PS. Il se manifeste surtout, semble-t-il, dans les thèmes fixés pour le 40^e congrès de la CGT qui aura lieu dans huit mois. S'y affirme la nécessité d'un débat libre et ouvert ; d'idées nouvelles touchant aux problèmes de société qui concernent le mouvement syndical (en particulier le cadre de vie), aux rapports entre démocratie et procès de travail. Voilà qui démontre à l'évidence que la CGT met aussi à l'ordre du jour une nécessaire évolution de ses pratiques et de ses structures.

Tout se passe donc comme si, à l'heure actuelle, les deux grandes centrales françaises se préparent, à travers leurs polémiques, à travers une unité d'action dont les liens seront plus lâches, à des mutations plus profondes. En attendant, sur le terrain, elles se situent en concurrence de façon assez virulente. Cette situation offre une certaine symétrie avec celle des partis de gauche.

On ne peut que s'en inquiéter car la situation nécessite de se serrer les coudes face à l'offensive patronale et à l'austérité. La logique du renforcement des organisations, du repli sur soi semblent l'emporter. Elle ne peut encourager des travailleurs désemparés par l'échec de l'Union de la gauche à une contre-offensive rapide. De plus, elle risque, si l'on s'en tient à l'âpreté des propos prononcés ces derniers jours, de dégénérer dans l'action quotidienne, en une guerre froide.

Yves SPARFEL ■

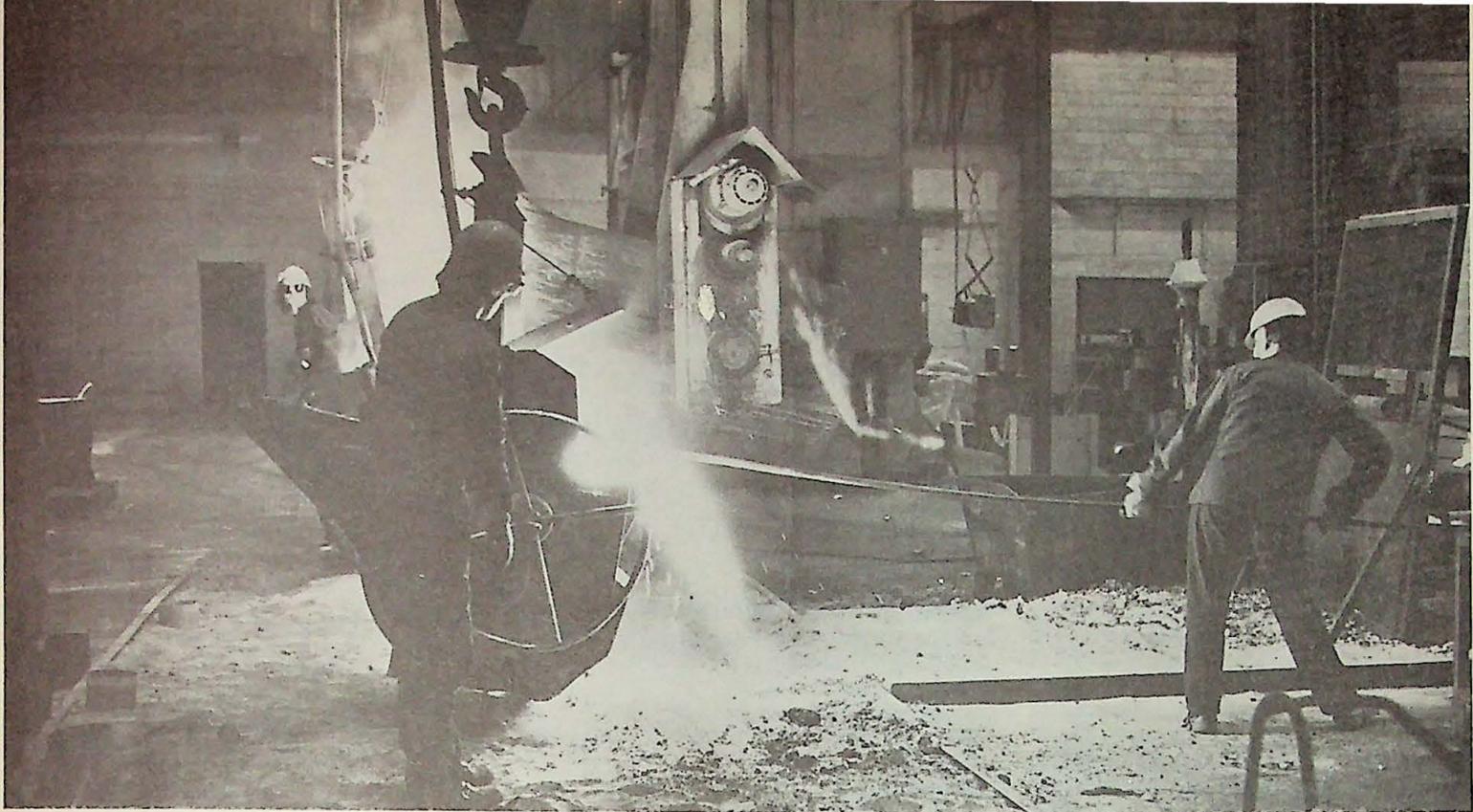
(1) N.D.L.R. : référence au rapport Moreau présenté lors du dernier conseil national de la CFDT.

STAGE DE FORMATION « ENTREPRISE »

A la demande de nombreux camarades, un stage de formation PSU réservé aux militants des entreprises a été prévu pour le week-end de la Pentecôte, les 13, 14, 15 mai.

Il comporterait trois ou quatre thèmes : analyse du capitalisme actuel ; les stratégies ouvrières face à la crise ; les rapports partis-syndicats ; le militantisme dans l'entreprise.

Pour pouvoir l'organiser, nous demandons aux camarades intéressés de s'inscrire très rapidement en écrivant à : CNE-PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris. □



Les ouvriers de l'acier :
à la merci des « maîtres de forges ».

Sidérurgie : Vers les 30 000 licenciements

Productivité oblige : de nouveaux « dégraissages » sont annoncés... Bien sûr, les patrons démentent. Mais il y a de quoi s'inquiéter.

Remous dans la sidérurgie. Démence par la Chambre syndicale de la profession, l'existence d'un nouveau « plan acier » révélée la semaine dernière par *Le Monde* vient d'être confirmée par la fédération nationale CGT de la sidérurgie.

Soigneusement passés sous silence pendant la campagne électorale, les problèmes de la sidérurgie vont refaire surface. Première préoccupation des patrons : obtenir de l'Etat et des banques des conditions particulières — très particulières —, pour le remboursement de leurs dettes qui atteignent près de 113 % du chiffre d'affaires global de la sidérurgie. Pour l'Etat comme pour les patrons, il s'agit d'assainir définitivement cette situation financière catastrophique. Mais l'effort qui sera consenti par les créanciers des « maîtres de forges » devra être assorti de garanties solides sur l'évolution de ce secteur, sur ses capacités à retrouver un niveau de rentabilité suffisant, donc un niveau de compétitivité, donc de productivité élevés. Dans cette logique capi-

taliste cela signifie des licenciements supplémentaires

Cependant, les patrons déclarent qu'il n'y a pas de nouveau « plan acier » en préparation devant remplacer celui élaboré en 1977 avec le concours de R. Barre et qui est en cours d'application. Ce plan prévoyait la liquidation des équipements jugés vétustes et peu productifs (environ un quart de l'outil de production), la suppression de 16 000 emplois jusqu'au 1^{er} avril 1979 (3 000 dans le Nord et 13 000 en Lorraine), et l'octroi d'une nouvelle aide de l'Etat sous forme de prêts du FDES (Fonds de développement économique et social) de 1,3 milliard devant contribuer au financement de 8,8 milliards d'investissements à réaliser jusqu'en 1980. L'objectif étant de faire tomber à 7 heures et demi, en 1983 contre près de 10 actuellement le temps de travail ouvrier nécessaire à la production d'une tonne d'acier.

Fin 1977, la profession comptait 142 760 salariés, soit 10 900 de moins qu'un an plus tôt, et selon les syndi-

cats 2 800 emplois auront été supprimés au cours du premier semestre de cette année. A ce rythme, affirment-ils, il se peut que le chiffre des 16 000 postes supprimés soit atteint avant la date du 1^{er} avril.

Le problème est de savoir si le rythme des licenciements se poursuivra au-delà de la réalisation du plan de 1977.

C'est ce que semble indiquer le nouveau plan cité par *Le Monde* : un nouveau train de licenciements de 10 000, voire 15 000, sur trois ans jusqu'en 1983, serait envisagé, se rajoutant aux 16 000 effectués jusqu'en 1979. Au surplus, ce chiffre de 16 000 pourrait se grossir de quelque 5 000 licenciements supplémentaires.

On retrouve ainsi le niveau de suppressions d'emplois jugé nécessaire fin 1976 par les experts (30 à 40 000 licenciements) pour que la sidérurgie française atteigne un niveau de productivité comparable à celui de ses principaux concurrents. Ce qui correspond aussi aux estimations faites devant la Commission des finances du Sénat par M. De Larosière, directeur du Trésor, qui consistaient en la suppression de 10 000 emplois supplémentaires en 1979 et 1980.

Démenti ou pas, ce nouveau plan a de fortes chances d'être exécuté. Le printemps des patrons est bien commencé. Jongler avec l'emploi et les conditions de vie de milliers et de milliers de travailleurs ne les effraie pas. Quant à une intervention possible de l'Etat, il ne faut pas se faire d'illusions : les « maîtres de forges » ont réussi à le faire plier en 1967, en 1971 et en 1977, nul doute qu'ils y parviendront et aux meilleures conditions pour eux en 1978.

Martial ANVERS ■

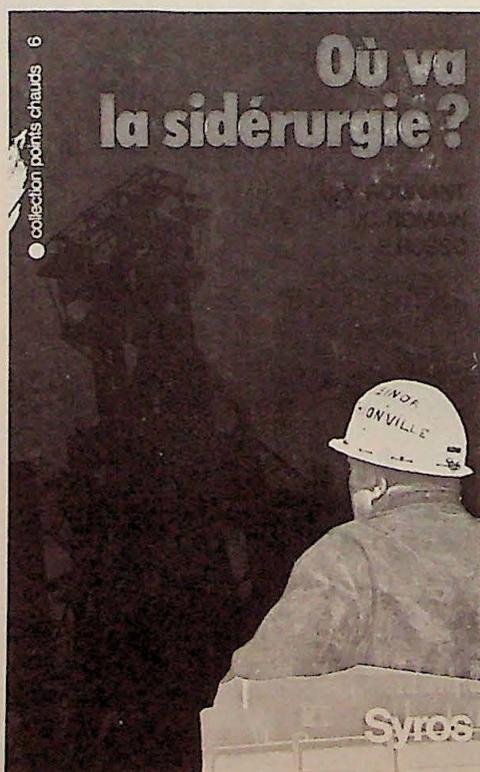
Cazeneuve C'est pas fini !

Seize mois après leur licenciement, et deux semaines après les élections, les métallos de chez Cazeneuve réoccupent une de leurs usines à Saint-Denis.

Les travailleurs de chez Cazeneuve, qui construit des machines-outils, réoccupent une de leurs usines à Saint-Denis. Cet acte peut apparaître comme une gageure, alors que l'espoir de reprise était lié à une victoire de la gauche aux législatives. Aujourd'hui, c'est d'une pression des Pouvoirs publics sur leur direction que les travailleurs attendent un redémarrage des ateliers.

Si la société Cazeneuve possède les murs, les locaux et les machines et assure la commercialisation des tours, ce sont les Ateliers de Façonnage de Saint-Denis (AFSD) qui, depuis 1959,

en vente aux
éditions Syros
9, rue Borromée
75015 Paris
Préface de
Jacques CHEREQUE
15 F



assurent la « gestion » du personnel. Les AFSD, société créée par Cazeneuve, vendaient des heures de travail et Cazeneuve fixait les prix horaires de ces prestations de service. Cette astuce patronale a permis de mettre en déficit les AFSD par la différence entre les salaires versés au personnel (par les AFSD) et la rémunération des services (par Cazeneuve).

La prédominance des industriels allemands et américains dans le domaine de la machine-outil est à l'origine des difficultés de cette branche en France ; difficultés qui se sont traduites par les fermetures de Gambin, Amtec, Huré (Pantin), Bliss, Meccano... Mais, pour Cazeneuve, le marché existe encore et le licenciement correspond surtout à une volonté de transfert de la production dans les deux autres usines du groupe (Vienne et Albert), ainsi qu'à l'étranger (Japon et Espagne).

Au retour des vacances d'août 1976, les travailleurs constatent la disparition de machines et de stocks de pièces détachées. Puis, c'est le déménagement du prototype de tour à commande numérique, de dossiers et de planches à dessin. Après la démission du gérant des AFSD, un liquidateur judiciaire prépare le dépôt de bilan, jugé le 26 novembre 1976. Le 29, la personne décide la surveillance et la garde des locaux et du matériel. Le 10 décembre, après l'annonce des 420 licenciements, les travailleurs transforment leur lutte en occupation.

La suite est connue de tous les travailleurs qui se battent pour leur emploi : tentatives de négociation, démarches auprès des élus, des Pouvoirs publics, difficultés à conserver le bénéfice des 90 %, promesses de reclassement inacceptables des ANPE, manifestations et diverses formes de popularisation.

La vente des tours n'étant pas aussi facile que celle des montres, la prise de guerre fut réduite à un tour qui a accompagné les gars de Cazeneuve dans leurs apparitions publiques. Son exposition pendant un mois à la mairie de Saint-Denis fut à l'origine de dix-neuf commandes d'artisans et d'industriels persuadés que le but d'une telle manifestation ne pouvait être que commercial !

Les travailleurs sont expulsés par la police des deux établissements de Saint-Denis en avril 1977, en application d'un jugement en référé. C'est la municipalité de gauche qui, après avoir fourni son assistance depuis le début du conflit, prête les locaux de repli. Après les vacances 1977, l'initiative principale a été un tour de France de popularisation qui a traversé la Somme, l'Est, les régions Rhône-Alpes et parisienne.

Face à la volonté de liquidation à tout prix des usines de Saint-Denis, la réoccupation a eu lieu le 28 mars. Le 3 avril, un meeting s'est tenu dans les locaux occupés. Ce même jour, le tribunal des référés de Bobigny jugeait

de la nouvelle demande d'expulsion et devait rendre son verdict le 6 avril.

Ce conflit, où la CGT s'est vite retrouvée seule à mener la lutte, n'a sûrement pas bénéficié de tout le soutien qu'il aurait pu avoir. La confusion, dans la direction de la lutte, entre la section syndicale CGT et la cellule du PC a limité l'audience nécessaire à un meilleur rapport des forces. Un exemple entre autres : le refus difficilement compréhensible, de la section CGT de participer à la fête du PSU, après son acceptation publique (publié dans le *Saint-Denis Républicain*).

Ces habitudes, traditionnelles dans la « ceinture rouge », commencent à montrer leurs limites. La CGT ne pourra conserver son hégémonie dans la métallurgie, sur le département, que si elle consent un effort d'adaptation aux aspirations de l'ensemble des travailleurs. On constate en effet aujourd'hui une tendance au renforcement de la CFDT dans la Seine-Saint-Denis, où la droite n'a plus un seul député.

G. GUISE ■

FRANCE-SOIR CHERCHE ACHETEUR

Robert Hersant, propriétaire à 50 % de *France-Soir*, chercherait à vendre ses parts. Les élections passées, la victoire de la droite largement assurée, Hersant passe la main. En août 1976, Robert Hersant, pressé par le pouvoir en place, rachetait 50 % des parts du quotidien et s'installait, par l'intermédiaire de son fils, en maître de la rue Réaumur. Dès lors la restructuration à marche forcée allait commencer : projet de création d'une nouvelle imprimerie à la Plaine-Saint-Denis pour l'impression de ses deux quotidiens parisiens (*France-Soir* et *Le Figaro*), démantèlement du secteur labeur grâce à une fuite organisée des travaux, regroupement des services administratifs avec ceux du *Figaro*, prévisions enfin d'importants licenciements. Sans que la nouvelle soit infirmée ou confirmée par la direction de *France-Soir*, on dit pourtant que des contacts sérieux ont été pris entre Robert Hersant, Marcel Dassault et André Bettencourt en vue de négocier le rachat des parts du patron de presse de la rue Réaumur. La fortune de Marcel Dassault est connue, celle de M. Bettencourt l'est moins. Elle lui vient d'ailleurs de sa femme, Liliane Schueller, principale actionnaire de l'Oréal et participante à une vingtaine de sociétés industrielles et commerciales. Ces rumeurs de vente n'empêchent pas Hersant d'ailleurs de donner vaillamment dans la restructuration. Une quarantaine de licenciements sont au menu du comité d'entreprise de cette semaine. ■

Liban :

Les Israéliens font-ils usage de bombes à fragmentation ?

Begin intraitable, aveugle, isolé, dominateur... En décidant de « nettoyer » un sixième du Liban, Israël creuse un peu plus le fossé où il est retranché.

La fausse rentrée de la paix (avec les visites spectaculaires de l'hiver dernier, à Jérusalem et à Ismaëlia) et la vraie sortie de la guerre (avec l'invasion du Sud-Liban, à la mi-mars) laissent une situation bloquée.

Le Premier ministre israélien, dans son discours au Parlement le 29 mars, n'a rien renié, rien ouvert. Il veut certes dialoguer, en tête à tête avec Sadate — qui fait de plus en plus figure d'otage d'Israël. Mais il veut le faire sur les bases mêmes qui ont rendu tout accord impossible il y a quelques mois.

Défi. Jusqu'aboutisme. Cercle vicieux. Retour à 1973 ou plus loin encore. Recul de Tel-Aviv sur tous les points négociables. Résolution 242 (évacuation des territoires occupés), évacuation des colonies de peuplement. Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza : niet !

Quel règlement de paix serait envisageable sur de telles bases ? Quelle autre issue est possible que la loi du plus fort ? Quel autre langage que celui des armes — la langue favorite de l'ancien « terroriste » Begin, ex-chef de la Haganah, et principal responsable du raid contre l'hôtel du roi David, en 1946. Il y avait eu 130 morts...

Pourtant quelque chose change en Israël. Le week-end dernier, après le sabbat, il y avait foule — plus d'un Israélien sur cent, dit-on — sur l'esplanade de la mairie de Tel-Aviv. Des jeunes pour la plupart. Ils voulaient ainsi affirmer que « la paix vaut mieux aujourd'hui que des territoires nouveaux ». Ce rassemblement n'était pas organisé par une gauche en perte de vitesse, mais par des gens de tous bords qui ne croient plus que la sécurité du pays passe par de nouvelles conquêtes... C'est un premier avertissement — très sérieux — à Begin, le prophète du « Grand Israël ».

La monnaie au centuple

Disons-le clairement : personne ou presque, dans le monde — et même parmi les forces progressistes qui sou-

tiennent traditionnellement la résistance palestinienne — n'a admis le bien-fondé du raid réalisé par le Fath, le principal mouvement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cette opération dirigée en principe contre un hôtel de Tel-Aviv — mais était-ce vraiment un « objectif militaire » ? — n'a abouti qu'à liquider sans discernement plusieurs dizaines de civils. Et chacun savait qu'Israël,

qu'à un constat : la vie d'un Israélien, la sécurité au sens très large de l'Etat d'Israël... tout cela n'a pas de prix. On peut comprendre la névrose d'un peuple obsédé par des siècles d'avatars nationaux et par le grand massacre nazi de la dernière guerre ; mais on ne peut admettre le racisme qui soutient maintenant toute l'idéologie d'Eretz Israël (le Grand Israël), et le refus total de prendre en considération la volonté nationale palestinienne.

Bombes à billes

Et puis, il y a la manière. Avec leurs 25 000 hommes lancés à la chasse des fedayin du Sud-Liban, les chefs de l'armée israélienne ont entrepris de « nettoyer » un sixième de cet Etat frontalier : l'expression est d'eux. Elle nous rappelle, à nous, le fâcheux souvenir des opérations coloniales, en Indochine ou en Algérie. Et pour faire place nette, ils n'ont pas hésité à employer — selon certains témoignages — des armes anti-personnelles, du



Les paras français au Liban : entraînés à guerroyer contre des fedayin.

passé maître dans l'art de l'escalade, rendrait la monnaie au centuple. C'est fait.

Mais justement, ce centuple est intolérable. Comme la prétention d'Israël à élargir constamment ses frontières sur le dos de ses voisins, au nom d'une doctrine de sa sécurité qu'il est seul en définitive à soutenir. A suivre les initiatives israéliennes depuis une vingtaine d'années, on ne peut aboutir

type de celles utilisées par les Américains pour annihiler les populations civiles du Nord-Vietnam.

A l'occasion d'une conférence de presse tenue au siège de la Ligue arabe, à Paris, la semaine dernière, un collectif d'organisations (1) a attiré l'attention de l'opinion française sur l'emploi de telles armes. Le Dr Abraham Behar, qui avait déjà fait partie d'une commission d'enquête au Viet-▶

nam sur le même problème, a expliqué comment ces bombes « à fragmentation » ou « à billes » dépassent le cadre des opérations militaires classiques d'armée à armée.

Ces milliers d'éclats projetés par un même projectile sont relativement inefficaces sur des troupes en campagne, qui sont prévenues et savent comment s'en prémunir. Mais elles sont redoutablement meurtrières quand elles sont lancées sur des populations civiles, non prévenues, mal protégées. Les blessés sont ensuite difficiles à soigner : le repérage même des fragments est délicat ; les opérations sont difficiles, notamment quand les éclats ont pénétré dans la boîte crânienne ; et les lésions sont en général irréversibles. Ces bombes à fragmentation touchent d'ailleurs en priorité les enfants en bas âge, surpris hors des abris.

Au-delà des nécessités stratégiques

Lors des audiences du tribunal Russell sur la présence américaine au Vietnam, l'utilisation même de ces bombes à fragmentation avait été considérée comme une atteinte délibérée aux populations civiles, assimilable à un crime contre l'humanité au sens où l'avait entendu le tribunal de Nuremberg, qui jugeait après la guerre les criminels nazis.

C'est donc, a souligné M^e Léo Matarasso, un acte d'agression condamnable au regard du droit international, comme plusieurs des arguments invoqués par l'Etat d'Israël : la constitution d'une ceinture de sécurité prélevée sur le territoire des Etats voisins ; l'invasion du Sud-Liban en représailles à un simple raid terroriste, etc... Dans tous ces cas, il s'agit d'actes de guerre allant au-delà des nécessités stratégiques et

des normes admises de riposte, surtout quand ils ont pour effet de toucher de front des populations civiles.

L'association médicale franco-palestinienne, qui opère en liaison étroite avec le Croissant rouge palestinien, a lancé un appel pressant pour que les militants et sympathisants français lui adressent une aide financière. Les dernières opérations israéliennes au Liban ont fait plusieurs milliers de blessés, qui s'ajoutent aux plaies « anciennes » de la guerre civile libanaise de 1975-76. Les responsables palestiniens de la santé, qui ont édifié ces dernières an-

L'AIDE MEDICALE

L'Association franco-palestinienne fournit au Croissant rouge palestinien une aide en matériel pour les opérations chirurgicales, la transfusion sanguine, la fourniture de médicaments.

Elle organise également l'envoi de renforts de médecins spécialisés, en cas de besoin.

Adresser les chèques bancaires à l'Association franco-palestinienne, 24, rue de la Réunion, 75020 Paris ; ou les chèques postaux au CCP La Source 3452183. Par ailleurs, le Comité de soutien au secours palestinien, la Cimade, Christianisme social, La Lettre, le Mouvement chrétien pour la Paix, Témoignage chrétien et Vie Nouvelle lancent un appel urgent en faveur des réfugiés civils palestiniens qui sont, encore une fois, « les plus grandes victimes de la violence au Liban ». (Dons à la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris — CCP Paris 4088-87, mention : « réfugiés palestiniens »).

nées au Liban un ensemble d'installations tout à fait exceptionnel, ont besoin d'un surcroît de moyens chaque fois qu'un « coup dur » intervient, comme c'est le cas aujourd'hui.

Des « Casques bleus » un peu trop « tricolores »

Cette solidarité a du mal à s'exprimer actuellement, en raison de la partialité de la plupart des organes d'information français, en fait assez favorables aux initiatives de l'Etat israélien et à un « Liban chrétien et francophone » au sein duquel on oublierait un peu vite la composante arabe ou — plus facilement encore — la communauté palestinienne réfugiée.

En France, l'opinion s'étonne peu que ses petits « paras » du sud-ouest, engagés dans les forces de l'O.N.U. au Liban, soient entraînés à guerroyer contre des fedayin et fraternisent au contraire avec les Israéliens qu'ils étaient censé repousser jusqu'à leurs frontières. Samir Sabbagh, un des chefs islamo-progressistes du Liban, vient de mettre en cause la présence de ces « casques bleus » un peu trop tricolores sur le sol libanais : « Nous craignons, a-t-il été dire à l'ambassadeur de France à Beyrouth, un nouveau complot contre la résistance palestinienne, manigancé par les grandes puissances dont l'instrument serait la France et l'Iran, traditionnels matraqueurs des mouvements de libération... »

Philippe MARIELIE ■

(1) Le Collectif national pour la Palestine : l'Association médicale franco-palestinienne, l'Association de solidarité franco-arabe, la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, le Collectif de défense des prisonniers palestiniens en Israël, le Cedetim, le Collectif de soutien aux forces progressistes arabes, etc.

Un colloque sur l'agression française au Sahara

Au moment où Paris et Alger annoncent leur intention de réexaminer globalement leurs accords de coopération, un colloque réuni par la section française de la Ligue pour les droits et la libération des peuples a fait le point, les 1^{er} et 2 avril, sur les responsabilités françaises dans l'affaire du Sahara occidental.

Juristes, universitaires, et militants spécialisés dans les questions africaines ont démonté les arguments avancés par Paris pour justifier son aide croissante à la Mauritanie depuis plusieurs années, puis — à partir de novembre 1977 — son intervention directe dans le conflit.

Le prétexte de la « sécurité des Français en Mauritanie » a été longuement étudié : Paris envoie des civils dans une zone proclamée par tous les belligérants comme une « zone de guerre », et il profite ensuite des incidents pourtant prévisibles pour envoyer sur place ses troupes.

De ce point de vue, on peut dire que le gouvernement français a plutôt « organisé l'insécurité » en Mauritanie pour ses propres ressortissants, et qu'il encourt une grave responsabilité en ayant refusé de les retirer de ce pays.

De même, la doctrine de l'« Etat faible » développé par le Président Giscard d'Estaing pour justifier l'intervention française a été nettement contestée. La Mauritanie est en fait en état « d'illé-

gitime défense » ; et le front Polisario ne peut guère être considéré comme une « grande puissance ».

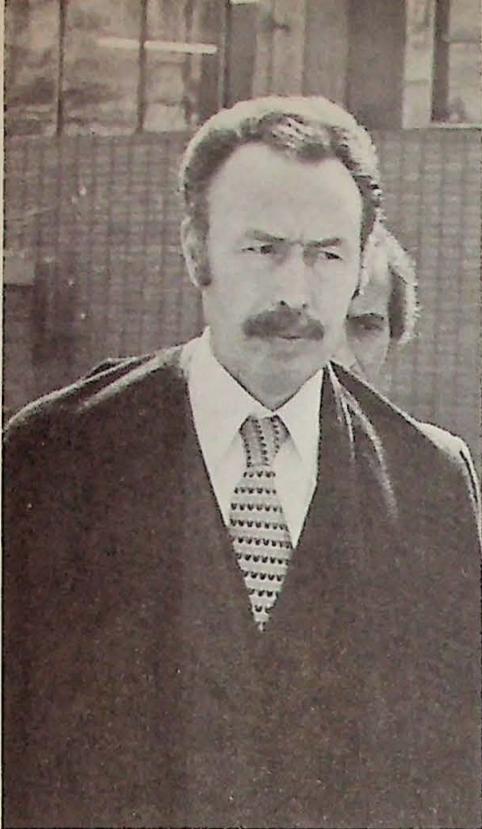
En outre, les accords de coopération militaire signés entre Paris et Nouackchott, n'autorisent qu'une assistance défensive à un pays victime d'une agression. Ce n'est pas le cas de la Mauritanie qui — comme le Maroc — a envahi un territoire revendiqué par un front de libération national unique et très actif, ainsi que par la majorité des notables ou chefs familiaux des tribus de cette région.

Bref, la France s'est laissée entraîner elle-même à participer à une agression militaire caractérisée, contraire à tous les principes de la charte des Nations unies.

1) La droite en France, issue en grande partie des milieux coloniaux et « Algérie-française », considère toujours qu'elle a un rôle de gendarme et de tuteur à jouer en Afrique du nord et en Afrique du l'ouest, en particulier dans les zones sahariennes (Sénégal, Mauritanie, Tchad, Niger).

2) L'ardeur de Paris à soutenir les industries mauritaniennes ou marocaines du fer et du phosphate ne s'explique que par la nécessité impérieuse de s'approprier au meilleur prix ces matières premières...

Ph. M. ■



Houari Boumediene :
Respecter les options de la Charte nationale.

Algérie : le souffle de la démocratie

Le 5^e congrès de l'U.G.T.A — le syndicat unique algérien — a été placé sous le signe du renouvellement.

De notre correspondant à Alger, Pierre RAPHAEL.

Pendant 5 jours, le Palais des Nations d'Alger, siège de bien des congrès internationaux, a vécu à l'heure de la critique et de l'autocritique. Sous la pression conjuguée de la base et des principaux responsables politiques, le 5^e congrès de l'UGTA (700 000 adhérents), le syndicat unique algérien, a, en effet, été placé sous le signe de la démocratie.

Déjà, dans les réunions préparatoires à la base, des débats s'étaient instaurés ; par leur ampleur, leur vigueur et leur franchise, ils ne peuvent être comparés qu'à ceux de la Charte nationale, en 1976. D'entrée de jeu, le FLN avait donné le ton. La commission préparatoire du congrès, mise en place par la direction sortante, était remerciée et remplacée par une équipe chargée d'éviter que l'on aille vers un « congrès maison ».

L'enjeu était d'importance, il fallait tout à la fois satisfaire une certaine grogne des travailleurs et impulser un

mouvement de démocratisation des organisations de masse et du parti qui en fasse des organes représentatifs et mobilisateurs.

Grogne des salariés qui s'est exprimée l'été dernier par plusieurs mouvements de grève, chez les cheminots, les dockers et les transports urbains notamment. Le gouvernement et la direction de l'UGTA ont condamné ces mouvements mais des augmentations substantielles de salaires ont été accordées et le gouvernement en a profité pour réviser la hiérarchie dans le sens d'un tassement et d'une correction des disparités entre entreprises nationales et Fonction publique.

L'œuvre du président

Le congrès a d'ailleurs été l'occasion pour le président Boumediene d'annoncer une nouvelle hausse du SMIC qui passe de 600 à 800 dinars (environ 960 FF).

Ces revendications matérielles s'accompagnaient d'une mise en cause implicite, mais souvent aussi explicite, des cadres syndicaux incapables de défendre les travailleurs. A l'époque, le président Boumediene s'en était aussi pris à une direction syndicale trop loin des préoccupations des salariés. Depuis, le mouvement de critique contre certains abus de l'UGTA n'a fait que s'étendre au point de devenir le thème central des assemblées à la base.

« Des responsables syndicaux ne sont là que pour faire carrière... il y en a même qui, pour garantir leur tranquillité, sanctionnent les sections trop combattives ». Quelques phrases-clés, parmi bien d'autres. On pouvait d'ailleurs les lire chaque jour dans la presse où une large publicité a été donnée à ces discussions.

Mais derrière ces problèmes d'hommes se profile tout le débat sur la place des travailleurs dans le socialisme algérien, et par exemple sur leur rôle dans la gestion socialiste des entreprises, la GSE. Ni cogestion, puisqu'il ne saurait y avoir d'antagonisme entre dirigeants et ouvriers dans l'économie algérienne étatisée, ni autogestion car le contrôle des entreprises reste le fait d'une équipe de direction centralisée, la GSE se veut une expérience originale d'association.

Un pari ?

Comment faire pour qu'elle ne se transforme pas en piège pour les salariés ? Le congrès de 1978 n'aura sûrement pas apporté toutes les réponses mais les délégués sont repartis dans leur unité avec l'intention de concilier sur le terrain l'œil critique et constructif du gestionnaire et la collecte et l'expression des aspirations des travailleurs, tâche du syndicaliste.

Un pari ? Sans doute, mais les Algé-

riens n'en sont pas à leur premier. La patience n'est-elle d'ailleurs pas une règle d'or du monde arabe ?

« Les salariés sont directement bénéficiaires des hausses de la production » : une volonté qu'a tenu à rappeler le président Boumediene qui, s'il reconnaît « les disparités flagrantes entre classes sociales », refuse de croire aux vertus de la lutte de classe. « Nous n'avons pas tenté de nous engager dans la lutte de classes, où chaque parti vise à la destruction de l'autre, car cela aurait eu des répercussions au niveau de la famille et de la société. » La mobilisation de toutes les forces favorables aux options de la Charte nationale lui semble plutôt la seule voie à suivre.

Encore faut-il que ces forces puissent s'exprimer. Aussi le ton a-t-il été donné à la veille de cinq autres congrès — paysans, combattants, jeunes, femmes et parti FLN —, qui doivent consacrer l'avènement d'organisations capables de mobiliser la population sur les grandes batailles économiques et politiques du pays.

La résistance des « apparatchiks »

« La démocratie interne est la condition sine qua non pour la construction et le bon fonctionnement du parti unique et de ses organisations de masse ». Le président algérien renvoie ainsi dos à dos la sclérose de certains partis uniques au pouvoir et « le libéralisme occidental, instrument pour diviser stérilement les forces vives des sociétés du tiers monde. »

Devant des résistances très nettes de certains « apparatchiks » le « numéro un » du FLN, Mohamed Salah Yahiaoui, n'a laissé planer aucune ambiguïté. « L'absence de l'exercice de la démocratie, a-t-il dit, ne peut servir que les déviationnistes, les partisans de l'autoritarisme et de la dictature et les mentalités opposées à notre option socialiste. »

Une nouvelle direction syndicale a donc été démocratiquement élue, à bulletins secrets, avec trois candidats désignés par la base pour chaque poste à pourvoir. Elle regroupe en fait toutes les tendances souterraines de la vie politique algérienne avec une bonne représentation des progressistes et d'hommes ouverts au dialogue. Le nouveau secrétaire général, Demene Debih Abdallah, très connu dans le mouvement syndical, était directeur de la Sécurité sociale à Constantine et secrétaire de cette région. Il a fait ses premières armes à la CGT et au Parti communiste algérien avant de rompre avec ces organisations « coloniales » en 1954 pour adhérer au FLN.

Pour les travailleurs algériens, rendez-vous est maintenant pris sur le terrain, dans les entreprises, pour passer de la parole aux actes.

P. R. ■



Italie : L'imbroglione

La complexité de la situation italienne soulève bien des questions. Questions souvent cachées par l'aspect spectaculaire des événements.

Qui avait pris au sérieux la tragédie comédie d'Elio Petri *Todo Modo*, tirée du roman de L. Sciascia, sortie sur nos écrans il y a un peu plus d'un an ?

Et pourtant... voilà deux semaines que l'homme-clé de la vie politique italienne Aldo Moro a été enlevé par les Brigades rouges après un sanglant kidnapping en plein Rome. Comme pour la RAF (Fraction Armée Rouge) en novembre-décembre dernier au moment de l'affaire Schleyer, les mass media déversent de pleines cargaisons de récits anecdotiques, de déclarations fracassantes de personnalités, de rumeurs plus ou moins manipulées sur le rôle du KGB, des groupes fascistes déguisés sous les chemises rouges de Mao, etc.

La violence planifiée

Il nous faut ici revenir à l'essentiel. Pendant que l'enquête piétine, que le Pape s'en mêle, les questions-clés s'estompent. Rappelons-les :

- Comment expliquer « les racines de la violence » sinon en articulant l'analyse de la crise sociale italienne avec l'incapacité à créer une alternative politique mobilisatrice à la domination de la DC (Démocratie Chrétienne).

- A qui profite le climat d'union sacrée dans la conjoncture actuelle, à qui sert le mieux dans les Etats occidentaux aujourd'hui, le discours sur la démocratie en danger devant le terrorisme ? (cf. l'exemple de la RFA).

- Où sont les intérêts concrets des

travailleurs italiens au moment présent ? Sont-ils réellement retraduits et interprétables à travers les prises de position du mouvement syndical ? Du PCI ? Des courants d'extrême gauche ?

A la question sur les « racines de la violence » on ne peut répondre schématiquement. Depuis les émeutes du dernier trimestre 77, les discours sur les adeptes du P 38 ont reflué, y compris dans la presse italienne. Plus personne n'explique les événements comme le trop simple affrontement entre de jeunes ouvriers chômeurs d'extrême gauche et les forces de l'ordre. Chacun sait que le véritable danger réside dans les « *squadristi* » fascistes dont les attentats visaient un but explicite : bloquer tout processus de glissement à gauche du pouvoir politique. En ce sens, s'en prendre à A. Moro était logique. A cet égard on ne rappelle pas assez qu'en février dernier, la DC s'était mise elle-même à dénoncer le terrorisme fasciste comme le péril numéro un contre la démocratie.

Mais, par ailleurs, on ne peut passer sous silence les agissements violents du courant autonome (*Autonomia operaia*) qui a adopté une stratégie de lutte armée contre le pouvoir bourgeois et de riposte frontale contre l'extrême droite. Leur isolement, y compris au sein du Mouvement (*Movimento*), les renforce dans leur violence suivant un schéma désormais connu. Mais comment mettre sur le même plan la violence planifiée à grande échelle, bénéficiant d'appuis nombreux dans les sphères du pouvoir (comme l'avait montré l'affaire Valpreda et plus récemment le procès de Catanzaro) (1), et celle

des marginaux (*emarginati*) que l'impuissance politique enrage ? A ce titre, et en lui conservant la forme de l'hypothèse, on ne peut que pencher pour l'explication d'une manipulation, sous couvert de l'étiquette « Brigades rouges », de l'extrême droite fasciste dans le cas Moro. On doit rapporter ici les propos d'un cynisme absolu (entendus par notre correspondant à Rome le jour de l'enlèvement) issus de la haute bourgeoisie romaine et confiant qu'après tout... la rupture de l'ouverture d'Andreotti au PCI valait bien la vie de quelques gardes du corps et d'un homme politique trop conciliant comme Moro (2).

Le PCI : « abstention positive »

A la seconde question sur les bénéficiaires du climat d'union sacrée doit répondre une analyse globale des solutions politiques à la crise actuelle. On ne peut manquer de s'interroger : quelle démocratie soutenir ? Quelle est son caractère de classe ? C'est la question que posaient les 200 000 métallos qui avaient manifesté dans Rome le 2 décembre dernier. Les orateurs syndicaux de la piazza San Giovanni avaient alors répondu : « *la démocratie d'Andreotti n'est pas la nôtre* ». Que reste-t-il aujourd'hui de cet engagement pris devant les travailleurs ? Pour prix de son intégration à la coalition parlementaire de soutien au nouveau gouvernement Andreotti (justement investi le jour où Moro a été enlevé), le PCI a réenfourché son discours d'avant le 2 décembre sur la défense de la démocratie. *L'Unità*, son journal, lance des appels réitérés « *à ne pas s'associer aux irresponsables, auteurs de troubles, ennemis de la démocratie, d'une part, et à accepter les sacrifices économiques et sociaux pour surmonter la crise* ». Souvenons-nous des discours de Lama (secrétaire de la CGIL, la CGT italienne) appelant les salariés à serrer leur ceinture d'un cran supplémentaire au moment où Andreotti annonçait qu'il ne pouvait tenir les promesses de juillet 77 concernant les investissements (tenus alors comme des mesures « *d'urgence* » !) sociaux : construction d'hôpitaux, d'écoles et de logements sociaux. Le FMI (Fond monétaire international) ayant refusé toute rallonge de crédits, la situation économique va encore se dégrader en 1978. L'accroissement du PNB (Produit national brut) prévu serait de 1 %, le chômage devrait atteindre 9 % de la population active et le pouvoir d'achat devrait rester stagnant. La politique économique d'Andreotti a été catastrophique. Or, pendant cette période (1977), le PCI a pratiqué la politique « *d'abstention positive* ». Le PCI a obtenu de nouvelles promesses il y a trois semaines. Déboucheront-elles sur les mêmes effets ? Pour maintenir l'Italie dans un état d'austérité (comme le FMI en a clairement indiqué la

nécessité), on comprend pourquoi il faut un régime musclé. Or, la DC a besoin d'un consensus démocratique afin de ne pas se faire accuser « d'autoritarisme ». Le climat d'union sacrée, tissé habilement depuis le rapt de Moro, fournit cette occasion, même si on ne saurait mettre en doute la sincérité du sentiment populaire de peur devant le terrorisme, y compris parmi les militants communistes. Notre correspondant à Rome nous a fait part des conversations avec les manifestants à Rome sur la place Saint-Jean de Latran, le jour de l'enterrement des gardes du corps. Ce jour-là, les barrières blanches avec la croix (emblème de la DC) étaient mêlées aux drapeaux rouges, et les tracts d'appels étaient sans ambiguïtés. Aucun doute n'est possible : l'union sacrée a une base populaire. Mais le phénomène objectif ne rend pas sacrilège pour autant la simple question : à qui cela profite-t-il le plus ? Et la question subsidiaire : comment le PCI va-t-il développer une stratégie qui lui laisse un minimum d'autonomie. Le malaise est sensible en son sein. Ce n'est pas un hasard si, lors de cette manifestation de Saint-Jean de Latran, il a laissé le mouvement syndical s'exprimer : celui-ci reflétant mieux le sentiment unitaire. Le compromis historique passé de l'état de projet à celui de réalité, a son pendant syndical : la pause sociale acceptée par Lama. Voilà les éléments d'une grave situation de démobilitation ouvrière.

Qui peut encore réclamer la constitution d'une « alternative de gauche » (comme le demandait le PSI il y a peu) ou d'un « bloc social anticapitaliste » comme l'invoquait le PDUP-Manifesto et le PDUP-AO ? De toute évidence ce sont là des formules quelque peu incantatoires. La responsabilité syndicale est grande, nous y reviendrons dans un prochain article. L'impuissance de l'extrême gauche est dramatique, nous y reviendrons également.

Le sentiment d'assister à la décomposition de l'Etat italien n'est pas nouveau (3). Mais les limites sont reculées encore quand l'on voit la questure (ministère de la Justice) et la police s'accuser mutuellement d'inefficacité, au moment où « le procès » d'A. Moro est mené à grands coups de chantage... Qui en Italie aujourd'hui a besoin d'un martyr de plus ? (4).

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Voir l'attitude de la police qui protège les sièges du MSI d'où partent les commandos de « squadrists » et qui par ailleurs fait l'objet d'une enquête sur l'assassinat de W. Rossi (militant de Lotta Continua); le préfet de police a dû démissionner.

(2) Voir l'article de S. Lyllan dans TS n° 779.

(3) Ce qui n'empêche pas cet Etat d'appliquer une politique répressive : à preuve la demande d'extradition d'Antonio Bellavita ! Il faut immédiatement mener campagne afin de ne pas voir renaître une affaire Croissant bis.

(4) On oublie bien vite l'assassinat de deux militants d'extrême gauche à Milan le 21 mars par un « escadron de la mort ». Ils s'appelaient Fausto Tinnelli (19 ans, étudiant en art, militant de Lotta Continua) et Lorenzo Jannaci, militant d'Avanguardia Operaia. Qui en parle aujourd'hui ?

Espagne : II. La bataille syndicale

Le rêve de l'unité syndicale n'a plus cours.

Les discussions qui ont précédé la publication du décret officialisant les élections syndicales en Espagne ont montré à quel point les divergences étaient accusées entre les différentes centrales. Divergences à propos du rôle des syndicats. Divergences également en ce qui concerne le mode d'élection des représentants syndicaux. A bien des égards l'unité syndicale sur laquelle bien des militants avaient fondé leurs espoirs est aujourd'hui lettre morte.

On l'a bien vu lors des débats engagés entre les Commissions ouvrières (C.C.O.O.) et l'U.G.T. (Union générale des travailleurs). Tandis que la Confédération dirigée par Marcelino Camacho préconisait le recours à l'assemblée générale comme organe de décision et souhaitait que les comités d'entreprise bénéficient de larges pouvoirs, de même qu'un système d'élection fondé sur la proportionnelle et comportant des listes ouvertes, le syndicat dirigé par Nicolas Redondo défendait l'idée de listes bloquées.

La querelle des chiffres

Le ministre du Travail, bien décidé à ne pas se mettre dans la situation de devoir choisir entre les deux conceptions, a adopté une solution dont il pourrait tirer avantage. Le panachage serait autorisé dans les entreprises employant moins de 250 employés ; quant aux autres, elles utiliseraient les listes bloquées. Le panachage autorisé ne pouvait évidemment que favoriser les listes présentées par les Commissions qui, particulièrement actives durant la longue période franquiste, ont retiré les fruits de la consultation électorale. Au détriment de l'U.G.T. dont l'apparition récente ne pouvait pas se prévaloir d'un passé si glorieux.

Reste la querelle des chiffres. Elle a donné lieu à un débat dont les directions syndicales ont fait leur cheval de bataille. Les chiffres rendus publics par le ministère font état d'un nombre assez considérable de candidats regroupés sous la rubrique « indépendants » (18 %). Ce n'est que sous la pression syndicale que le gouvernement a consenti à les compter par-

mi ceux qui ne comptait pas d'affiliation. Bataille puérile ? Rien n'est moins évident puisqu'aussi bien certains syndicats, dont l'U.G.T. précisément n'ont pas manqué de les revendiquer.

La presse de Barcelone rapportait il n'y a guère, sans que personne ne la démente, qu'au début des élections Jimenez de Parga — alors ministre du Travail — s'était montré plutôt satisfait de voir « nombre de délégués n'appartenant à aucune centrale ». En confondant délibérément ceux dont l'affiliation était inconnue et des délégués indépendants, l'ex-ministre mettait l'accent sur un problème aujourd'hui largement débattu en Espagne : le souci évident de l'U.C.D. de créer son propre syndicat. Un syndicat qui pourrait faire pièce aux deux grandes centrales.

De son côté, le patronat, on s'en doute, ne s'est pas privé de créer des syndicats « jaunes ». La terminologie employée du reste s'est révélée classique. Syndicats « libres », « indépendants » ou particulièrement attachés à la défense de la profession ont particulièrement bénéficié de la manne patronale. Manœuvres douteuses on en conviendra mais qui dans bien des cas, eu égard au contexte — le taux de syndicalisation demeure très bas en Espagne, les C.C.O.O. et l'U.G.T. revendiquent chacun deux millions d'adhérents —, a particulièrement réussi.

Si l'on excepte les résultats obtenus par le syndicat basque E.L.A., les trois autres syndicats de classe que compte l'Espagne au plan national — l'U.S.O. (Union syndicale ouvrière, syndicat autogestionnaire (1) ; le Syndicat unitaire (S.U.) et la Confédération syndicale unitaire des travailleurs (C.S.U.T.) (2) — n'obtiennent que 8 % des voix.

Quant à la C.N.T. (Confédération nationale du Travail), elle a vu, en dépit de l'abstention qu'elle préconisait, quelques centaines de ses adhérents (particulièrement en Catalogne) se présenter individuellement aux élections.

Vitoria MARQUEZ ■

(1) Quelque peu meurtri par la consultation. Jadis force syndicale puissante, l'U.S.O. a particulièrement souffert du départ de ses dirigeants vers l'U.G.T.

(2) Résultats d'une scission en 1976, à Barcelone, des Commissions, animés respectivement par les militants de l'O.R.T. (Organisation révolutionnaire des travailleurs) et du P.T. (Parti du travail).

C'est Jules Verne qu'on assassine

La réalité dépasse toujours la fiction : c'est ce que croit en tout cas la jeune génération d'écrivains de S.F..

● **Bernard Blanc**, Pourquoi j'ai tué Jules Verne, Paris, Stock, 1978, 358 pages, collection « Dire-Stock 2 ».

Jules Verne est mort deux fois. La première fois à l'âge de 77 ans à Amiens, en 1905. La seconde fois, toujours au même endroit, la même année, au même âge. Une véritable prouesse. La prouesse, à vrai dire, on la doit à Bernard Blanc qui vient, en assassinant celui qu'il faut bien considérer comme le père de la science-fiction contemporaine, un meurtre des plus symboliques. Au moment où le cent cinquantième anniversaire de la naissance de l'auteur de *Vingt mille lieues sous les mers* donne lieu au grand bastringue cocardier que l'on sait, tant d'irrespect de la part de l'un des chefs de file de la S.F. française pourrait choquer. Choque d'ailleurs. Enfin, les belles âmes. Bernard Blanc, lui, raisonne, autrement. *L'île mystérieuse*, connais pas. *De la terre à la lune*, connais pas. « A cause de lui — lui c'est ce « con de Jules » —, écrit

François Rivière, lui, aime bien Jules Verne. Il réédite ses livres aux Humanoïdes associés, et ce n'est pas ce qu'il fait de mieux. Le meilleur de la série « Bibliothèque aérienne » n'est pas un Jules Verne, mais *Les mohicans de Babel*, de Gaston Leroux (32 F), une fresque sanglante sur les complicités entre la pègre et les politiciens. Rivière est aussi allé flaner des jours entiers au Musée Jules Verne, à Nantes, il a conté fleurette à la conservatrice, Luce Courville, et a fabriqué un livre d'images, *Jules Verne, histoire d'un mythe* (publié aux éditions Veyrier, 58 F). On regardera cette brillante iconographie avec d'autant plus de délices qu'on aura lu la série *Jules Verne inattendu*. Le décalage entre les livres assez subversifs qui y sont publiés et les décors petits bourgeois de la vie quotidienne de Jules Verne ne peut pas ne pas vous faire sourire.

B.B. ■

l'auteur, la science-fiction a failli rester une littérature pour mongoliens.» Foin donc des histoires de fusées, des panoplies désuètes de cosmonautes, de l'attirail ringard des croisés de la lune. A bas le ventre mou de la science-fiction planante. La science-fiction française sera terrestre ou ne sera pas. Terrestre et non pas extra-terrestre. *Id est* — pardon — c'est-à-dire politique, écologique, et... autogestionnaire. Bref, en quelque sorte, à portée de la main. Au ras du quotidien, ce qui ne veut pas dire, comme le rappelle Michel Jeury — autre fictionnant — interviewé par B.B. que la S.F. doit être « missionnaire » (même de gauche).

Le cucul-scientisme

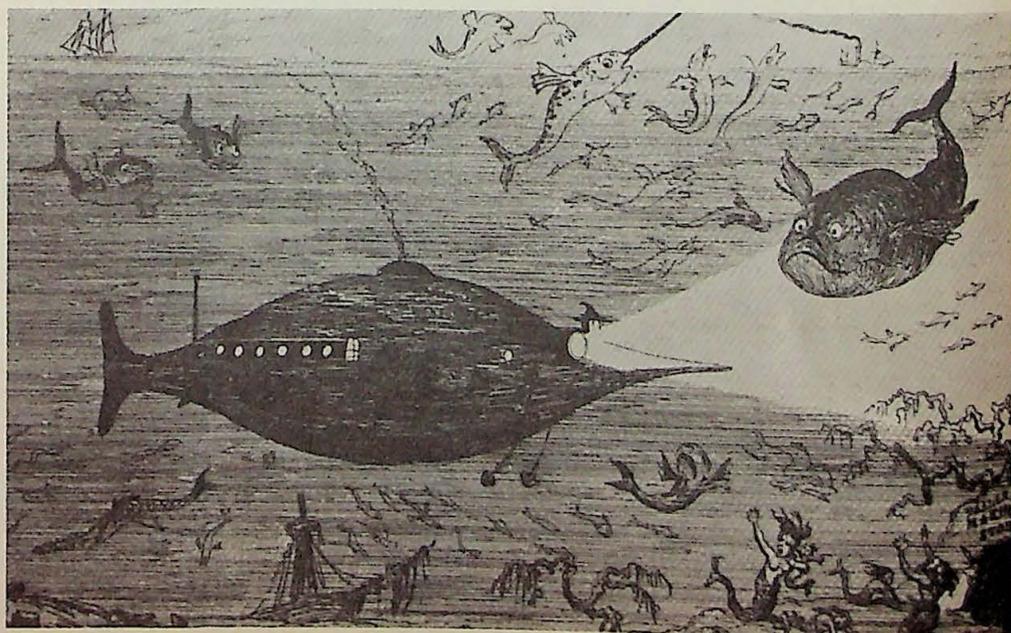
On chercherait en vain — en dépit du titre putain —, un quelconque essai sur Jules Verne. Son crime accompli — le père mort —, Bernard Blanc entame le périple qui véritablement lui tient à cœur. Promenade d'ailleurs plus que périple. Car ce n'est pas un des moindres mérites de ce livre que d'être un ouvrage d'initiation à la S.F., celle précisément qui se refuse à faire

dans le « cucul-scientisme » contemporain. C'est donc un ouvrage partisan, sectaire et iconoclaste. L'auteur s'en flatte. « La seule ligne claire que je me suis imposée à moi-même passe par la reconnaissance d'une science-fiction française, libérée du mouvement anglo-saxon, et par l'idée politique qui se cache sous elle, quand on soulève un peu sa robe, au moment où elle ne s'y attend pas. Je peux vous dire que la S.F. a les jambes poilues et qu'elle ne met presque jamais de slip. Voilà ma définition. » C'est compris ?

Adonc les choix sont faits. C'est du côté de la recherche que se situe l'entreprise de Bernard Blanc — collaborateur de *Libération* et de *Tribune socialiste*. Recherche d'une identité. Légitime souci. On commençait par ne plus savoir qui était qui. Aussi l'auteur convoque-t-il — non sans humour —, le banc et l'arrière-banc des locomotives de la « nouvelle S.F. », française évidemment. Michel Jeury, Jean-Pierre Hubert, Jean-Pierre Andreu, Gérard Klein, Pierre Barbet, Dominique Douay, Jacques Sadoul, Andréas Baader (?!), Yves Frémion, Jacques Goimard, Philippe Curbal, René Durand. Du beau monde. Et qui ne craint pas de puiser au plus près de notre quotidienneté pour alimenter son imagination : les centrales nucléaires, la lutte antimilitariste, le libéralisme avancé, le parlementarisme traîne-savates, la politique politique, la gôôche frileuse.

L'utopie réaliste

De ce point de vue, qui n'est pas le seul, le livre de Bernard Blanc côtoie en permanence le problème du rapport de la littérature et de la politique. Un sujet qu'on connaît bien, « à



gauche», en tout cas. Trop souvent d'ailleurs sous sa forme historique. Débat justement dont ne s'embarrasse pas l'ouvrage. Il y a mieux à faire pense-t-on, quelque part du côté de Tourtour, dans le sud de la France. Le choix des nouvelles de S.F. proposé montre à quel point toute une génération refuse de se fourvoyer dans les débats rétro pour privilégier l'actuel, le vivre de tous les jours. C'est bien cela, le saut dans le futur, l'utopie réaliste. Bernard Blanc refuse d'écrire pour les pisse-froid des révolutions pépères : celle qu'on attend toujours et qu'on ne voit jamais.

J. S. ■

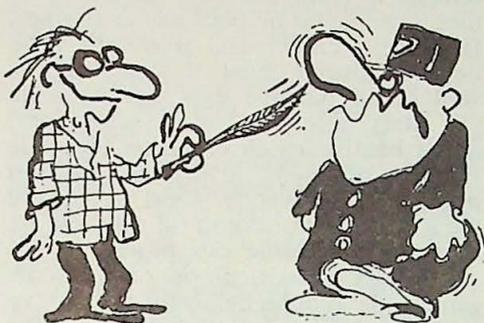
CHRONIQUE DES ANNEES POMPIDOU

● Delfeil de Ton, les lundis de D.D.T., Paris U.G.E. 1978, 2 vol., coll. « 10-18 ».

1973... Oh, dis ! tu rêves ou quoi ? On est en 1978, en plein mois d'avril, après les élections. Alors, qu'est-ce que tu veux qu'on aille fouiner dans les lundis 1973 de DDT ?

Ben, ce ne serait pas forcément perdre son temps. Certes, il y a des silhouettes qui se sont estompées : Pompidou, Marcellin, Messmer... Mais ce

que Delfeil dit sur les agissements au jour le jour de ces personnages, sur le système et les intérêts qu'ils représentent reste toujours valable : l'armée, le racisme, la torture, les « bavures », la censure, la bêtise, la connerie-crasse. Il suffit de changer quelques noms,



quelques dates, et cette prose-là vaut toujours son pesant de soufre ou de poil à gratter.

Qui écrivait, à la sortie du film « *Le dernier tango à Paris* » : « ignominie absolue ! jusqu'où ne descendrons-nous pas ? (...) ô tristesse, salissure » ? C'est l'Express. Et encore : « film ordurier, qui exhibe un couple se roulant dans l'abjection » ? C'est le Canard enchaîné. Delfeil de Ton, lui, dit dans *Charlie-hebdo* que le plus scandaleux est plutôt que Maria Schneider y tue Brando : « Tuer, c'est pas abject (...) tandis que jouir et faire jouir ! Ah non, plutôt mourir, plutôt tuer ! »

La bonne surprise, en relisant ainsi DDT, c'est de constater que réagissant au quart de tour sur l'événement et même le détail, il va à l'essentiel ; il met à jour le permanent, le structurel. Et il prend le risque joyeux de se tromper, d'être partial, injuste : pourvu que ça fasse débattre, ça fasse bouger. Du bon journalisme à fleur de peau, mais solidement documenté ; plus « objectif » que la presse dite d'information — en tout cas, pas moins. Et puis, à partir d'un vocabulaire de base de 800 à 1 000 mots, quel style, quel rythme ! le « talent », quoi ; le « je ne sais quoi qui fait que... »

En prime, des rubriques qui nous manquent depuis que Delfeil a quitté Charlie. « *Le petit coin de la culture* » : cette façon inimitable de présenter films et spectacles, qui vous dispense d'aller voir, et vous déclenche votre petit cinéma personnel. « *Salut les radins* », qui nous console de bien des malheurs, des occasions perdues.

On pouvait craindre que réunies en bouquins, ces chroniques hebdomadaires soient plus indigestes. Pas du tout : l'ensemble est très lisible, très stimulant. Ça ne donne pas envie de retourner à l'année 1973, de se dire : « c'était le bon temps »... Par contre, ça donne envie de regarder autour de soi avec plus d'acuité, d'écouter avec plus d'attention, de se colleter avec le réel ; de ramener sa grande gueule — bref : d'être vivant.

R.L. ■

ATTENTION, UN JULES PEUT EN CACHER UN AUTRE

Je n'aime pas Jules Verne. Pas du tout. Si peu, même, que je n'ai pas hésité à faire un petit tour dans le passé pour aller lui tirer la barbe, à Amiens, en 1905. J'en ai profité pour le flinguer, pour ne rien vous cacher. Ça s'appelle *Pourquoi j'ai tué Jules Verne*.

Normal : Verne est raciste, anti-dreyfusard, anti-féministe, clérical, satisfait de l'ordre établi et content de sa Légion d'honneur. Quand on pense que c'est à un type pareil qu'on confie les rêveries de nos enfants : un vrai danger public.

Et pourtant Francis Lacassin vient de lancer une petite bombe, en cette année de célébration du cent cinquantième de la naissance de Verne, en publiant, aux éditions 10-18, la série *Jules Verne inattendu*. Quatre titres sont déjà parus : *Les naufragés du Jonathan* (n° 1209, 17 F), *Famille-sans-nom* (n° 1210, 14 F), *P'tit bonhomme* (n° 1220, 17 F) et *L'île à hélice* (n° 1221, 17 F).

Lacassin veut bousculer les idées reçues, et, avec un clin d'œil, donner une autre image du patriarche d'Amiens, en rééditant des livres, introuvables depuis longtemps, qui n'ont pas eu de succès à l'époque de leur parution, sans doute parce qu'ils ne baignaient pas dans la guimauve des *Voyages extraordinaires*. Lacassin montre, dans la préface de *Famille-sans-nom*, comment Verne (sous l'influence, souvent, de son gauchiste de fils, Michel) se laisse aller à des dénonciations et des élans progressistes bien aussi lyriques que ses descriptions de la technologie triomphante.

Vous avez compris : plutôt que de pourrir vos petits avec *Les enfants du Capitaine Grant*, offrez-leur cette série-là.

Famille-sans-nom, par exemple. Verne y raconte l'épopée franco-canadienne de 1837, quand toute une population de petites gens, opprimés par l'Angleterre et les collabos de l'époque, risque

la mort pour l'indépendance de son pays. Jules Verne s'enflammant pour la cause autonomiste, on aura tout vu ! Étonnamment, on voit Jules s'en prendre aux flics « pour qui une affaire de police était toujours une affaire d'argent », prêcher la révolte contre le colonialisme, décrire avec une évidente sympathie les indiens du Canada, ces fameux Hurons, et se mettre en colère contre la sanglante répression de la révolte.

Les naufragés du Jonathan, écrit deux ans plus tard, donne à Verne l'occasion d'exposer clairement les théories socialistes, et laisse largement la parole au mystérieux Kaw-Djer, un anarchiste convaincu, un personnage pour qui, c'est clair, il a beaucoup d'affection.

Avec *P'tit bonhomme*, Jules Verne repart en guerre contre le colonialisme anglais en situant son roman en Irlande. Il veut donner la terre à ceux qui la travaillent, il se lamente sur l'oppression des colons et plaide en faveur d'une Irlande libre. Il aurait même pu faire un peu de science-fiction en inventant l'IRA.

La SF, on en trouve dans *L'île à hélice*, une île dans l'océan du ciel, où il installe une communauté utopique, à travers laquelle il s'attaque aux possesseurs de richesse, aux milliardaires anglosaxons, et, de nouveau, aux colonialistes.

Voilà presque de quoi me faire regretter d'avoir occis le père Jules. Pour un peu il aurait pu écrire dans *La Cause du peuple* !

Bernard BLANC ■

● On peut trouver aussi *L'île à hélice* aux Humanoïdes associés, dans la série « Bibliothèque aérienne ». C'est plus cher : 32 F. *Jules Verne inattendu* s'enrichira en juin de *L'invasion de la mer*, où Jules Verne condamne l'expansion économique et industrielle qui ne tient pas compte de l'écologie du Sahara.

La maladie de la mort

Julien Davenne, rescapé de la guerre de 14-18, ne peut plus vivre qu'avec la mort.

François Truffaut, *La chambre verte*. Salles : Biarritz (723.69.23), Danton (329.42.62), UGC Gobelins (331.06.19), Caméo (770.20.89), Magic-Convention (828.20.64), Montparnasse-Bienvenue (554.25.02).

C'est un film réussi qui est aussi raté ; et un film raté qui est également réussi. D'où, inévitablement, un film étrange et qui passionne. Construit à partir de deux nouvelles de Henry James et de quelques souvenirs de la littérature unanimiste style Jules Ro-



Julien Davenne : « Sa vie à vivre sa mort ».

mains, le dernier film de François Truffaut, *la Chambre verte*, est un appel à la mémoire des morts et une dénonciation de leur oubli par les survivants.

Littéralement détruit par le souvenir de la guerre 14-18, Julien Davenne (François Truffaut lui-même) ne se remet pas de s'être relevé intact de cette boucherie sans précédent. De la même façon, il ne peut se faire à l'idée que sa femme est décédée. Ces deux chocs l'ont traumatisé au point qu'il ne pourra plus vivre qu'en compagnie des morts. Dès lors, sa force et son énergie de vivant ne seront plus qu'utilisées pour parfaire le souvenir des

disparus. Morbidité, folie ? ce serait trop simple. Ce qui hante Davenne — et Truffaut par la même occasion — c'est le côté inadmissible de la mort. Il faut en repousser les limites puisqu'on ne peut la tuer, elle. Ce n'est pas Julien qui est fou, c'est la mort qui déraile ; la mort, cette espèce de chose incompréhensible qui sape injustement le futur inachevé de ses victimes. Comme on ne peut pas la stopper, Davenne a choisi d'en réinvestir l'évidence. Puisque mort il y a, elle ne sera qu'un passage vers une nouvelle vie. Mais, attention ! il ne s'agit pas, là, de béatitudes chrétiennes. Point de Paradis ni même d'au-delà spirituel pour Julien Davenne. C'est sa propre vie à lui qui va devenir le symbole de l'existence nouvelle des morts.

La Mort choisit, dit-on dans les légendes de montagne, celui qu'elle va frapper ; Julien, lui, a choisi la mort : il travaille dans un journal qui n'existe presque plus ; il s'est spécialisé dans les nécrologies ; il ira même jusqu'à construire un sanctuaire pour tous les morts du monde, atteignant par là une sorte de matérialisation de sa quête de l'Absolu. Mais cette quête empêche de vivre, et Davenne passera à côté des possibles multiples de l'existence : il ne comprendra pas l'enfant handicapé qu'il essaie d'éduquer ; il ne comprendra pas la femme qui s'est mise à l'aimer au prix d'une semblable dévo-

tion aux morts. Il passera sa vie à vivre sa mort. Est-ce bien, est-ce mal ? Truffaut ne répond pas. Il se contente de livrer une confession qui a la taille d'une lutte désespérée contre une puissance inégalable. Drôle de film... Hallucinant par sa force et ridicule par ses outrances. On a du mal à l'accepter intégralement, tant il est baigné d'une atmosphère fabriquée et quelquefois colorée de détails gratuits. Mais on a également du mal à la repousser. C'est ce qui fait son charme : *la Chambre verte* est aussi ambiguë que nous-mêmes.

Fabian GASTELLIER ■

EXPOSITION : « LE CAUCHEMAR APPARTIENT A TOUS »

« Les singuliers de l'art » (1) : ce sont des artistes marginaux, individus libres dans leur inspiration, de leurs productions, de leurs désirs, habitants paysagistes qui sculptent, peignent, tissent tout et rien, forment, déforment, décorent des objets hétéroclites, sauvés de la casse ou de la décharge publique, créant des objets nouveaux non commercialisables ou rentables, pour le simple plaisir. Maisons et jardins décorés, imaginés, dont les plus célèbres sont sans doute le baroque Palais des merveilles du Facteur Cheval ou la maison mauresque de Raymond Isidore (dit Picassiette) à Chartres entièrement décorée de petits morceaux d'assiettes multicolores. Animaux géants et colorés, personnages de carnaval, tapisseries, étonnants masques tricotés de Marie-Rose Lortet, sculptures, objets animés, jouets, univers baroque...

Ces inspirés du bord des routes ou ces singuliers de l'art, qui sont-ils vraiment ? Quel est leur métier ? Ils sont mineurs de fond, facteur, maçon, ouvrier agricole, berger, modiste, poinçonneuse de métrio, jardinier, céramiste, dentiste, paysan, plombier-zingueur, cercler de tonneaux, marin, menuisier, maréchal ferrant, accordéoniste de fêtes villageoises, forain, charcutier, marchand de couleurs, mères de famille... Leur esprit se résume sans doute dans cette pensée de cet ouvrier céramiste (Giovanni Batista Podesta) : « Qu'est-ce qui est préférable ? un fou inoffensif, chevelu et barbu ou beaucoup de gens ayant bonne façon mais qui cachent dans leur poche revolver, poignards, fausses clefs, stylets ou longs couteaux ? »

Ces fous inoffensifs, barbus et chevelus peuplent jusqu'au 16 avril le Musée d'Art Moderne. Ils s'appellent Raymond Isidore à Chartres, ou Robert Vasseur à Louviers (en aménageant son évier de ciment, avec des morceaux d'assiettes, celui-ci eut l'idée d'en décorer sa maison), Marcel Landreau, dit le Caillouteux, à Mantes : faute de travail dans la boulangerie, ce dernier s'engage en Indochine — pas pour se battre mais pour découvrir l'art oriental ; il en ramène des souvenirs et, à son retour, construit des édifices aux allures asiatiques et fait des portraits — celui d'Yvette Horner et celui du Christ ! — avec les cailloux ramassés le long des ballasts de chemin de fer puisqu'il est devenu homme d'équipe à la SNCF.

Il y a aussi Frédéric Paranthoen, à Royan : voyageur au long cours, chercheur de coquillages ; il peuple sa maison d'un prodigieux bestiaire : oiseaux de mer, chimpanzés, gazelles, écureuils, chats...

Mais faisons halte à Rothéneuf, à quelques kilomètres de Saint-Malo, où certain ermite a sculpté dans le granite noir des rochers une assemblée de monstres, hors la loi et saints personnages qu'on dirait passés à la marée noire !

« Et s'il fallait, écrit Jacques Laccarière, qu'ici, face à ce pullulement de tentacules, de griffes, de crocs, de vampires, de stryges, de buccolages et autres goules qu'on dirait secrété par la libido de la mer, s'il fallait que je trace aussi une inscription, alors à l'inverse de celle que m'inspire le Palais idéal, je graverais sans coup férir : le cauchemar appartient à tous ».

Françoise CLAIRE ■

(1) Musée d'art moderne, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris (M^o Léna), jusqu'au 16 avril.

Censure chilienne à Paris

Comment Auguste Pinochet a-t-il pu faire retirer des programmes de la télé française un film accablant pour le régime chilien ?

Or donc, l'ambassade du Chili en France se rappelle à notre bon souvenir. Non contente d'avoir obtenu — la lassitude des barbouilleurs et la solidité de Pinochet aidant — que ses façades ne soient plus souillées hebdomadairement d'inscriptions vengeuses, la voilà qui obtient de la justice française ce à quoi toute l'opposition réunie ne parvient pas : faire différer, par arrêté, la diffusion d'une émission jugée diffamatoire, malhonorable, etc.

L'affaire s'est passée durant le dernier week-end : un 1^{er} avril qui ne doit pas être une célébration chilienne, puisque ce samedi matin-là, ces conseillers à la triste figure prenaient le chemin d'une salle de projection privée, revoaient le premier des quatre documentaires tournés sur le Chili par José Berzosa pour le compte d'Antenne 2, et demandaient aussitôt une série de coupures.

La direction d'Antenne 2 et l'auteur ont refusé ces coupes — ce qui est bien le moins. Mais ils ont eu l'imprudence de signer avec les autorités chiliennes un accord qui subordonnait le tournage de ces émissions à la possibilité, pour les Chiliens, de visionner

les films et de faire éventuellement une mise au point à l'antenne à la suite de la diffusion des émissions.

Etant données les bonnes dispositions de leurs interlocuteurs, les Chiliens se sont sans doute cru autorisés à en demander un peu plus. Et c'est ainsi que, durant le week-end, ils ont trouvé un juge pour faire retirer des programmes la première émission de la série, que nous attendions tous dimanche soir : « *Les pompiers de Santiago* ».

Evidemment, ils ont envoyé le bouchon un peu loin et risquent — on veut tout de même l'espérer — de perdre quelques plumes dans la manœuvre. La programmation de la série devrait donc reprendre prochainement, sur un mois, chaque dimanche soir à 21 h 30.

En fait, la réaction chilienne s'explique par le bon accueil rencontré par ces documents avant même leur diffusion : ça les a inquiétés ; ils ont eu la sensation d'avoir été menés en bateau. José Maria Berzosa a en effet pris le parti de collaborer ouvertement avec les autorités chiliennes pour la réalisation de ces émissions : c'était la condition pour filmer tranquillement ; et aussi pour accéder aux allées du pouvoir.

A ce prix-là — le petit accord dont se réclament aujourd'hui les impudents censeurs de Santiago — Berzosa a pu rencontrer du beau monde. Pinochet l'a emmené dans l'Antarctique visiter des bases militaires ; et Mme la Présidente, très à l'aise dans son intérieur, a convenu aimablement que son mari est tout de même « *un petit peu dominateur* » (IV. « *M. le Président* »).

Les généraux les plus ultras se sont livrés tranquillement, dissertant sur leurs idées, se laissant filmer au travail et en famille (III. « *Au bonheur des généraux* »). Tout comme l'aumônier général des armées, croisé de l'occident chrétien, ou un conseiller syndical de la junte, qui s'est spécialisé dans le dépistage des « rouges » (III. « *Voyage au bout de la droite* »). Et puis, en contre-point, discrètement, Berzosa en a profité pour filmer « *les autres* » : ceux qui se taisent d'ordinaire, ceux qui se cachent, ceux qui endurent (I. « *Les pompiers de Santiago* »).

Ce n'est plus le Chili du coup d'Etat, de l'affrontement gauche-droite. C'est le nouveau Chili : celui de la normalisation. Et rarement des cinéastes auront ramené une telle moisson d'un pays aussi délibérément fasciste et réactionnaire. « *Chili-Impressions* ». — le titre général de la série — a pu rassembler tout cela parce qu'il n'a pas cherché à reconstituer la crise de 1973, à situer les responsabilités.

Son parti-pris de vie quotidienne, de vécu, de direct, et d'entourloupe qui a consisté à faire croire aux interviewés qu'il parlait leur langage, ou qu'en tout cas il ne leur était pas hostile, voilà qui a piégé l'appareil de surveil-

lance et de répression, et fini par faire peur aux sbires de Pinochet à Paris.

Philippe MARIELIE ■

MT MOIS ROUS

Problème n° 57

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

- I. Ce n'est pas arranger les choses ! -
- II. Où faire le zouave ? Une bonne côte. -
- III. Présent ! Des gaz pour un scotch. Demi-part. -
- IV. La bonne carte. Un conseiller culotté. -
- V. Ne se laisse pas impressionner. -
- VI. Un oiseau plutôt vaseux. Article. -
- VII. Elles font gaffe. -
- VIII. Se donne pour le bon ton. Souhaitée. -
- IX. Note. Causé par un mac. -
- X. S'empilent au café du commerce.

Verticalement

- 1. Des ogres ! -
- 2. Retentit à Madrid. Epia. -
- 3. C'est dans 22 ans ! Un enlèvement désordonné. Coule de source. -
- 4. Ne font que passer. -
- 5. Monnaie d'échange. -
- 6. Noires pour Conan Doyle. Sera donc toujours aux mains de la droite. -
- 7. Des exécutantes compétentes. -
- 8. En fuite. Coule en URSS. Rime à quelque chose. -
- 9. Plutôt malmené. Pronom. -
- 10. Phonétiquement : comme la majorité, hélas ! De bas en haut : pas folle !

Solution du n° 56

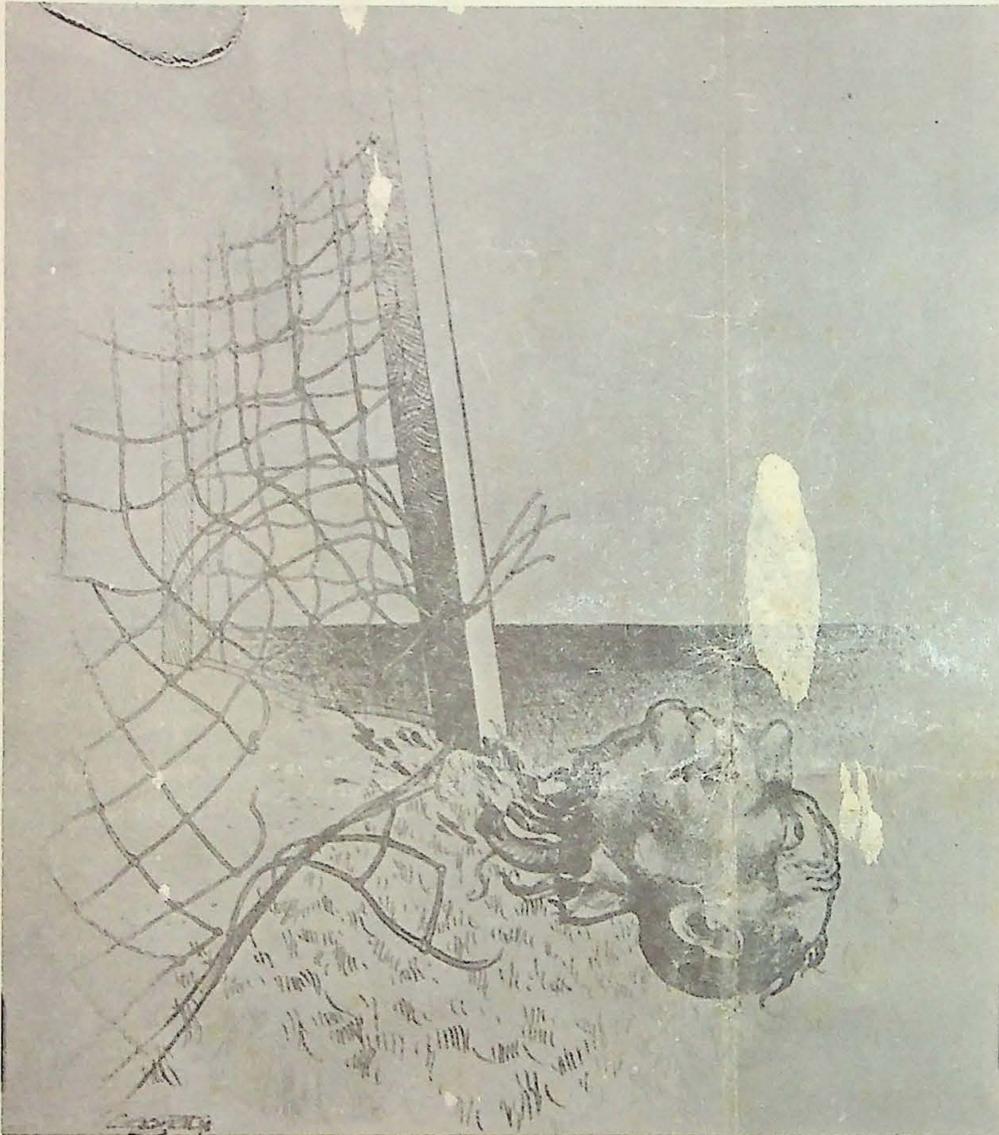
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	U	L	T	U	R	E	L	L	E
II	A	I	R	E	T	I	O			
III	R	E	N	O	U	V	E	L	E	R
IV		C	O	M	P	O	T	E	S	
V	C	L	A	P	L	A	S	S	E	
VI	R	A	E	T	U	I	E	R		
VII	E	T	A	U	T	A	R			
VIII	D	E	S	O	I	G	N	E	E	
IX	O	R	N	E	R	O	N	T		
X	S	A	I	S	O	N	N	I	E	R

SERIES EN STOCK

Le mois d'avril est riche en séries qui sortent de l'ordinaire :

- « **Madame le juge** », dont la diffusion a commencé en mars, est de bonne facture, grâce en particulier au choix de certains sujets « contemporains » (spéculation foncière, contestation de l'institution judiciaire) et à l'excellente interprétation de Simone Signoret. Prochains épisodes : samedi 8 avril, Ant 2, 22 h 30 : « 2 + 2 = 4 » ; samedi 15 avril, Ant 2, 22 h 30 : « **Autopsie d'un témoignage** ».
- « **La révolution nucléaire** » : très militaire, très historique, trop documentaire et bien exotique par rapport au débat qui se déroule en France sur les centrales. Mais beaucoup d'archives : « **L'atome, cet inconnu** » (vendredi 7, 21 h 30, Fr 3) ; « **L'atome pendant la guerre** » (vend. 14) ; « **L'atome après la guerre** » (vend. 21) ; « **L'atome pacifique** » (vend. 28).

Argentine : « Supporters, si vous saviez... »



« La coupe déborde, Videla ! ». C'est le titre de la plaquette réalisée par une soixantaine de dessinateurs à l'initiative du C.O.B.A., le Collectif pour le boycott de l'Organisation par l'Argentine de la coupe du monde de foot-ball (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. 531-43-38, après 15 h). Les dessins originaux sont en ce moment exposés au Centre américain, 261, bd Raspail à Paris : Batellier, Bellanger, Cagnat, Chenez, Gébé, Kerleroux, Mathé, Plantu, Piem, Siné, Soulas, Vasquez de Sola, Wiaz, Willem, etc. L'appel pour le boycott, à faire signer très largement, est disponible à l'adresse du C.O.B.A.

Par ailleurs, le Collectif et VI-DEODEBA viennent de sortir conjointement une bande vidéo. Elle s'appelle : « Argentine 78 : Supporters, si vous saviez... » et rapporte les témoignages d'Argentins et de Français emprisonnés et torturés chez Videla. Pour la louer, prendre contact avec « Mon œil », 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Tél. 331-69-00. ■

